

Combats contre la prison impérialiste en Espagne

Un document des prisonniers du Pce(r) et des Grapo

(pages 12 à 17)

L'Internationale

Mensuel • 12 F

N° 11 • Novembre 1984

Construire les fronts de lutte



Développer, à partir d'une centralité politique, la lutte sur divers fronts apparaît comme une nécessité et une possibilité de la lutte révolutionnaire aujourd'hui.

Les nécessités du capital l'obligent en effet à avancer en Europe des projets de restructuration politiques, économiques et militaires, qui font apparaître plus clairement l'antagonisme pour les prolétaires.

Le rôle de l'Europe a été redéfini au sein de l'Alliance atlantique. A la fois *victime* (territoire nucléarisable dans l'enjeu du capital) et *bourreau* (instrument du capital dans le monde), elle doit devenir une identité, une structure homogène à tous les niveaux d'exploitation et d'oppression.

Ces nouvelles nécessités qui se traduisent sur le plan économique par les restructurations, sur le plan policier par l'homogénéisation des polices et la nouvelle politique judiciaire (extraditions systématiques, isolement des prisonniers en lutte), sur le plan militaire par l'intégration atlantiste, font naître aussi la nécessité de lutter à tous les niveaux.

Ces luttes existent déjà et apparaissent en de nombreux points.

Qui aurait pu dire l'ampleur du mouvement sur le front des prisons ? Qui peut dire l'ampleur que prendra encore la lutte prolétaire ? Et, lorsque les révolutionnaires auront assimilé l'importance de la lutte anti-atlantiste, qui peut prévoir les possibilités d'une lutte contre les projets d'une Europe intégrée ?

Aujourd'hui, trop peu de révolutionnaires ont assimilé la nouvelle stratégie impérialiste. Pourtant, elle est déjà au centre de l'action d'organisations comme *Action directe*, de groupes comme ces militants allemands dont nous publions le communiqué. Elle est partie intégrante de la réflexion des Grapo, dont nous publions un texte sur la lutte dans les prisons, et dont nous publierons un texte sur l'Otan rédigé pour *L'Internationale* dans notre prochain numéro.

Les luttes ne se développeront cependant de manière efficace que si elles se réfèrent à la centralité politique que constitue l'analyse et l'action des organisations communistes. □

Sommaire

Un front mondial contre l'impérialisme	3 à 11
<i>Action directe</i> poursuit son offensive...	3
... et fait quelques mises au point	4
Régis Schleicher : revendication des actions de juillet	5
Les <i>Cellules communistes combattantes</i> ouvrent sur un front en Belgique :	
Divers communiqués	6
<i>Red guerilla résistance</i> attaque un Consulat d'Afrique du Sud aux Usa	10
En solidarité avec les prisonniers révolutionnaires français et les militants basques extradés, le <i>Crédit lyonnais</i> est attaqué à Francfort	11
Une action anti-impérialiste à Berlin	11
Stratégies de luttes dans la prison	12 à 17
Un important document des Grapo :	
Combats contre la prison impérialiste en Espagne	12
Bilan de deux années de lutte	13
Sur le front des prisons	18 et 19
Sur la grève de la faim des prisonniers révolutionnaires :	18
Diverses interventions	
Déclaration des détenues de Fleury-Mérogis	
Déclaration des détenus de Fresnes	19
Un document de communistes italiens en France : « France 1984, le réformisme se fait réaction »	20



Abonnements

Abonnez-vous à *L'Internationale*
10 numéro : 90 F (au lieu de 120 F.)
Abonnements de soutien : 300 F et plus

nom
 adresse
 abonnement ☐ ordinaire ☐ de soutien
 règlement ci-joint de

Cet abonnement prend effet à partir du n° ☐ ☐ inclus

***L'Internationale* est en vente dans les kiosques.**

Souscription

● Adressez vos chèques et mandats de soutien à *L'Internationale* au compte Bics n° 4056008561.

● Pour soutenir les prisonniers révolutionnaires, libellez vos chèques à l'ordre du Ccp 13 151 19 H Paris.

L'Internationale

• 6, rue de la Reine Blanche, 75013 Paris.
 Tél. : 337.63.52.
 • Directrice de la publication :
 Françoise d'Eaubonne.
 • Commission paritaire : 65607.

• Imprimerie Rotoffset (Meaux).
 • Abonnement (10 numéros) : 75 F.
 • Abonnement de soutien à partir de 300 F.
 • Chèque ou mandat à l'ordre de *L'Internationale*.



Communiqué du Comité anti-impérialiste de Caen

Solidarité avec les révolutionnaires portugais

Le Comité anti-impérialiste proteste de la manière la plus vive contre l'arrestation d'une quarantaine de militants internationalistes portugais, membres du *Front d'unité populaire* (Fup), la semaine dernière au Portugal.

Il y a dix ans, la Révolution des Oeillets permettait la chute de la plus vieille dictature d'Europe. Aujourd'hui, le retour en arrière, orchestré par la droite et le Ps de Soarès, est devenu flagrant. L'arrestation d'Otelo de Carvalho, cheville ouvrière du 25 avril et responsable du Mfa, démontre que la bourgeoisie portugaise n'a jamais accepté la démocratisation des années 1974-1975. L'incarcération de militants connus pour leur rôle inestimable dans le renversement du fascisme et la réactivation prochaine d'une police politique actualisent la nécessité d'un nouveau 25 avril au Portugal.

L'offensive du gouvernement portugais contre les antifascistes n'est pas nouvelle. En effet, depuis 1976, une cinquantaine de militants du *Parti révolu-*

tionnaire du prolétariat-Brigades révolutionnaires (Prp-Br) ont été condamnés à de lourdes peines de prison pour des actes de résistance armée commis à l'époque de Salazar et Gaetano.

Le Comité anti-impérialiste exprime sa solidarité aux militants du Fup et du Prp-Br détenus et dénonce la campagne assassine et liberticide du pouvoir portugais, dont les buts avoués sont l'élimination des *Forces populaires du 25 avril* (Fp 25) et l'intégration dans le dispositif guerrier Us.

25 juin 1984,
Caen

Portugal

Les Forces populaires-25 avril (Fp-25) ont revendiqué cinq attentats à la bombe à Lisbonne et Porto à la mi-octobre, attaques dirigées contre les banques françaises et menées en soutien à la lutte des Basques et contre les extraditions.

Une lettre à *L'Internationale*

Contre les déportations

Dans la tradition contre révolutionnaire, après la campagne hystérique contre les camarades d'*Action directe*, voici que les filières d'extradition se mettent en place contre les camarades basques.

Extradier les camarades basques, c'est oublier que 66 % du peuple basque a dit non, en 1978, à la Constitution « démocratique » espagnole, c'est oublier qu'un Basque sur cinq soutient le combat d'Eta (300 000 « terroristes », c'est pas banal !), c'est pas oublier que le mot « terroriste » n'existe au pays bas-

que que pour parler de la police espagnole, et ce pour 80 % du peuple basque.

Trois extraditions, quatre expulsions. Ah, ils sont beaux les dirigeants socialistes de ce pays qui, pendant 25 ans, ont clamé leur attachement aux droits de l'homme et au droit d'asile...

**Non aux extraditions-déportations !
 Solidarité avec les militants basques !
 Solidarité avec les prisonniers politiques en grève de la faim !**

Fraternelles salutations communistes.

Un communiste révolutionnaire

Un front mondial contre l'impérialisme



Une campagne
de longue haleine

Action directe poursuit son attaque contre le projet impérialiste

Actions contre Dassault et Hispano

Nous avons attaqué l'usine Dassault à Saint-Cloud. Parce que toute action n'a de sens que dans un processus vers l'organisation révolutionnaire des prolétaires, cette intervention ne tend pas uniquement à la destruction d'un élément de production (en l'occurrence « le meilleur constructeur et celui qui a produit le plus d'avions d'armes en Europe », aux dires mêmes de son PDG, Bruno Claude Valliers), mais aussi à situer notre attaque dans une stratégie globale, offensive. Le but est la construction d'une politique prolétaire armée contre la stratégie d'extermination que réalise matériellement les Dassault et consorts.

Aujourd'hui, aucune action armée ne peut se concevoir hors d'un processus de développement organisationnel de l'affrontement de classe, hors de l'élargissement politique, militaire et structurel, des fractions organisées du prolétariat.

Ce qui est principal, c'est la contradiction entre prolétariat international et bourgeoisie impérialiste. Se situer en tant que communistes dans cette réalité, c'est développer la lutte du prolétariat international, c'est-à-dire sortir du cadre formel de la réaction et de la riposte en portant dialectiquement nos actions sur le terrain de l'anticipation et de l'attaque, en développant cette contradiction en guerre de classe.

Pour nous communistes, la logique de l'entreprise Dassault — dont l'histoire reflète fidèlement celle du capital en France après la Seconde Guerre mondiale, et qui a pris son essor au niveau mondial lors de la guerre du Vietnam, occupant les marchés délaissés par les Etats-Unis, quintuplant son chiffre d'affaires en vendant près de 1 500 *Mirages* de par le monde — se place pleinement et de manière active dans la stratégie impérialiste.

La restructuration entreprise dès les années 70 lui a permis de développer la capacité et la faculté d'être, sur le plan

industriel, le « réalisateur matériel » de cette stratégie, tant au niveau de l'exploitation et de l'oppression que de l'appauvrissement et la misère qui en découlent.

C'est à partir de cette avancée au plan mondial que Dassault a pu devenir au sein de l'industrie civile et militaire, l'entreprise de pointe restructurée exemplaire et économiquement saine (puisque elle a réalisé en 1983 un bénéfice net de 394 millions de francs, enregistrant une augmentation de son chiffre d'affaires de 3 % par an, depuis des années), sur laquelle peuvent se greffer les projets politico-militaires actuels de l'impérialisme.

Le développement d'entreprises comme Dassault se fait face et contre les

besoins, les luttes et les guerres de libération du prolétariat international. De telles entreprises sont l'expression de la connexion et de l'homogénéisation des structures politiques, économiques et militaires de l'impérialisme.

Acculé par la prise de conscience et par la pratique du prolétariat international, l'impérialisme américain est aujourd'hui de plus en plus contraint de s'engager dans des zones « déstabilisées », comme l'Amérique centrale ou le Moyen-Orient, et de sauvegarder sa puissance de pression ainsi que sa centralité stratégique contre l'Union soviétique et les pays de l'Est, en renforçant le processus d'unification de l'oppression sur le territoire européen par le développe-

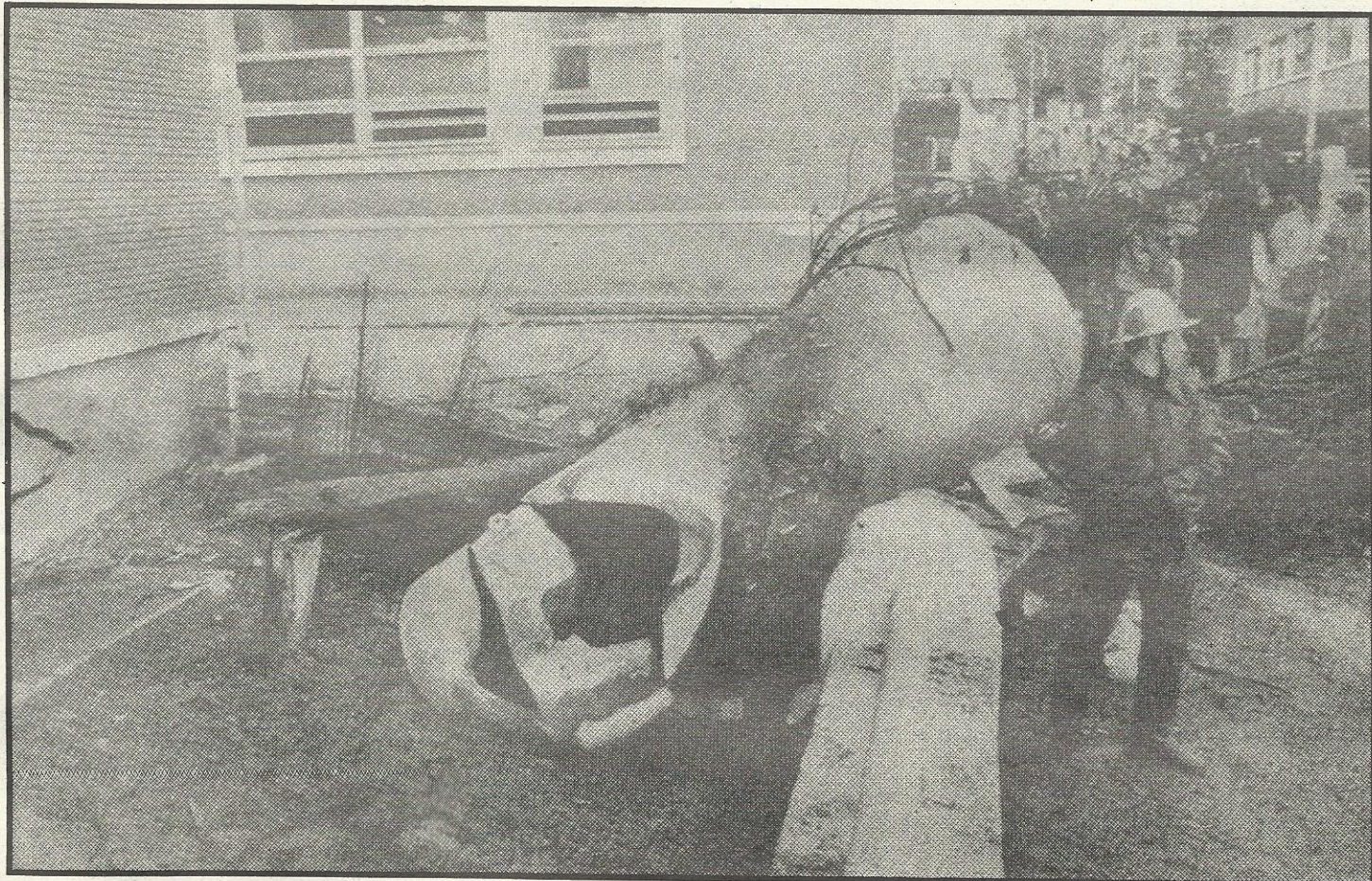
ment de structures politiques, économiques et militaires homogènes dans cette région.

L'apparition de ces structures n'exprime nullement l'existence de frictions ou de contradictions au sein du système capitaliste mondial, mais indique que la stratégie impérialiste a besoin de ce palliatif structurel, qu'il a besoin d'une structure européenne de domination qui ait la capacité et l'agressivité nécessaire pour résister à la lutte du prolétariat européen, tout en étant capable, sous le contrôle de l'Otan, de développer sa faculté d'intervention et de domination politique, économique et militaire contre le prolétariat international.

« L'américanisation de l'Europe », ce n'est pas seulement *Mac Donald*, *Coca Cola*, les « nouveaux pauvres ». C'est, au travers d'une méthode d'exploitation et d'oppression probante, la cristallisation d'un capitalisme guerrier et de structures politiques de pacification.

Ce sont ces structures de guerre et de pacification que nous avons attaquées par nos différentes interventions :

L'attaque contre les usines Marcel Dassault, à Saint-Cloud.



- le service informatique de recherche en matière d'armement ;
- l'Institut Atlantique comme centre de réflexion de l'Otan ;
- la Délégation du ministère de l'Industrie à l'approvisionnement interallié de carburant ;
- l'Esa (*Agence spatiale européenne*), qui concrétise les décisions politiques, industrielles et militaires dans le domaine de l'espace ;
- l'Ueo comme articulation structurelle du projet militaire, économique et politique de l'Otan en Europe ;
- et aujourd'hui Dassault, en tant que l'un des maîtres-d'œuvre de projets essentiels au processus d'intégration au niveau européen :

— l'ACX, avion de combat des années 90 dont la production en série doit se faire avec des partenaires européens (Allemagne, Espagne, Grande-Bretagne, Italie) et qui représente un marché « fabuleux » de 800 avions ;

— l'utilisation militaire de l'espace à laquelle Dassault participe déjà activement par sa collaboration étroite avec l'*Aérospatiale*, par la fourniture du système pyrotechnique d'*Ariane* et dont

il compte bien être encore un élément central avec l'étude de la navette spatiale européenne *Hermes*.

Les multiples concertations depuis le printemps dernier entre la direction des Usines Dassault, ses principaux sous-traitants et partenaires (l'*Aérospatiale*) et Christian Lenzer (appartenant à la Cdu, Parti chrétien-démocrate en Rfa, membre du Comité permanent de l'Assemblée de l'Ueo, responsable des questions scientifiques), démontrent le degré concret d'avancée de l'homogénéisation des structures d'exploitation et d'oppression en Europe.

Lorsqu'un Lenzer, l'un des dirigeants de la Cdu, travaille aussi bien avec un député Ps, comme Pignon, qu'avec un démocrate-chrétien tel l'Italien De Poi ou le conservateur anglais Frazer, il est complètement imbécile de concevoir l'oppression ou la libération en termes de partis politiciards.

Du socialisant Gonzales à la *Dame de fer* en passant par les différentes composantes du panorama politique européen, c'est la même stratégie qui se développe : homogénéisation politique, restructuration économique et unifica-

tion militaire contre le prolétariat international.

Ces attaques contre diverses articulations stratégiques de l'impérialisme américain et de ses alliés sont l'expression d'un mouvement plus large qui, à travers ses concrétisations en Europe, montre la nécessité et le besoin d'un développement cohérent dans la continuité, dont le sens général est : **la reprise de l'offensive.**

C'est dans ce sens que travailler à une stratégie de libération communiste du prolétariat signifie regarder le présent avec le regard du futur, parce que la fonction historique des communistes, en tant que fraction et avant-garde organisée du prolétariat est de comprendre le mouvement du capital dans son ensemble, en lui permettant aussi de détruire et de désarticuler ses projets d'exploitation et de mort, et de comprendre le mouvement de la classe, afin de déterminer dans un rapport dialectique avec elle, le développement de la conscience révolutionnaire du prolétariat. □

Unité combattante **Ciro Rizzato,**
Action directe

Nous avons attaqué la salle informatique de Messier-Hispano-Bugatti. Cette entreprise travaille en liaison avec le ministère de la Défense pour les usines d'armements européennes et américaines (*Mirage, Jaguar, Boeing et Mac Douglas*).

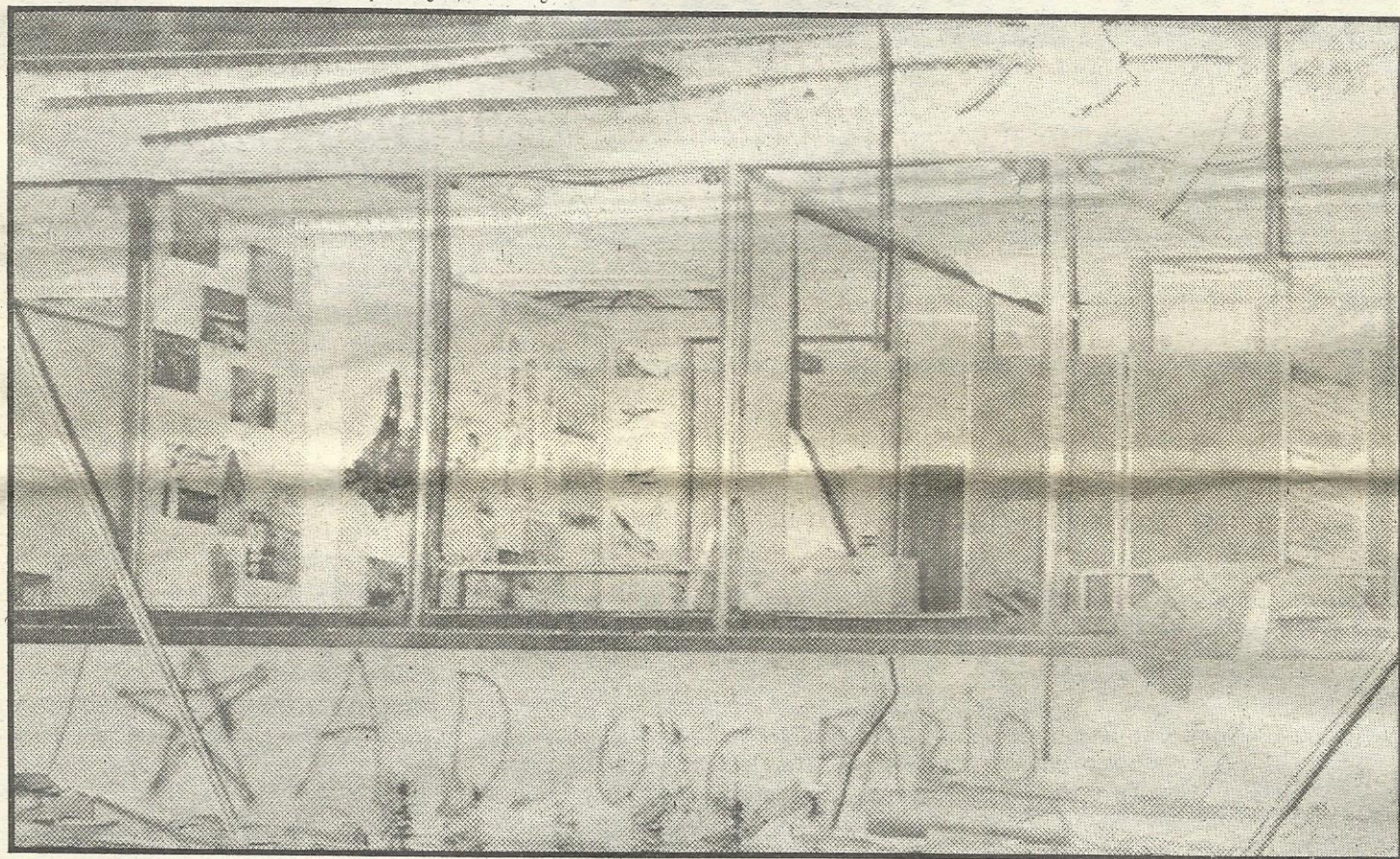
Développer la conscience révolutionnaire du prolétariat, c'est initier un processus organisationnel armé de libération. Ce par la mise en œuvre dès maintenant du sabotage systématique des installations militaires (centrales ou périphériques), la multiplication des attaques contre les unités de production de guerre, pour passer, dès à présent, à une phase d'insoumission offensive.

C'est dans la simultanéité du développement de ces pratiques illégales, dans le dépassement des limites imposées, qu'au travers de l'extension des possibilités de libération naîtra la volonté politique concrète de la guerre de classe pour le communisme.

**Guerre de classe
contre guerre impérialiste.
Construire l'organisation communiste
à partir des usines et des quartiers.
Détruire le projet impérialiste
et son articulation Otan.
Fraternité avec nos camarades
en lutte pour le regroupement.** □

Unité combattante
Laouari « Farid » Benchellal,
Action directe

L'attaque contre la salle informatique de Messier-Hispano-Bugatti, à Montrouge...



Mises au point

Mise au point n° 1 : l'attentat manqué contre l'Ueo, le 23 août 1984

Le 23 août 1984, à 8 h 40, un groupe de notre organisation a garé une Renault 20 contenant une charge de 24 kg de Tnt contre la grille de l'entrée principale de l'Ueo, 43 avenue du Président Wilson. La minuterie devait se déclencher 45 mn plus tard.

Dès la confirmation du début de l'opération, les militants ont tout mis en œuvre pour avertir de cette attaque. Ont été prévenus :

- la caserne des pompiers ;
- l'hôpital ;
- Le commissariat de police central du XVI^e arrondissement, rue de la Pompe ;
- le commissariat de police, rue Charodon Lagache ;

- un membre de la rédaction du quotidien *Libération*.

L'écoute des ondes radio de la police montre clairement ce qu'il faut penser de la version officielle :

- Vu la précision des avertissements, la police, le laboratoire et les artificiers ont été rapidement sur les lieux. Après les appels, la première voiture a été aussitôt présente sur les lieux, ce 25 minutes avant le déclenchement de la charge. Immédiatement, un périmètre de sécurité a été mis en place. Il faut signaler que ce périmètre pouvait être et a été renforcé par les escadrons de gardes mobiles présents en permanence dans le secteur même (un car avenue d'Iena à 50 mètres de la cible, un car Place de l'Amiral de Grasse à 300 mètres de la cible).

- La thèse de la non-découverte de la voiture est une **escroquerie totale** et le point de départ de la campagne de désinformation. La voiture était la seule garée sur le trottoir à la porte même de l'objectif. La plaque minéralogique étant fausse, cette information pouvait (et a été) confirmée par l'ordinateur en quelques secondes. De plus, la présence de policiers spécialistes et de chiens dressés à la recherche de l'explosif rend cette thèse infantile.

Etant donnée la non-réalisation de l'opération et le *black out* de la police, nous avons tenu à expliquer l'opération (par deux fois) à une journaliste de l'Afp. Nous signalons que tous les codes d'authentification ont été employés. Selon les réponses de cette personne, la préfecture elle-même était parfaitement au courant de cette affaire et elle y travaillait déjà. Vers 13 heures, nous avons contacté TNZ 1 (Central de communication de la police) pour tester ses réactions. La conclusion nous a paru évidente.

C'est donc tout à fait clair, dès la découverte de la voiture et de l'impor-

tance même de l'objectif visé, l'Etat parfaitement renseigné a commencé la préparation de la campagne de désinformation et de contre-propagande menée à partir du 13 septembre 1984, soit deux jours avant le commencement de la grève de la faim de membres de l'organisation.

Pour ce faire, comme nous l'avons démontré plus haut, cette campagne a dû bénéficier de la participation d'au moins deux journalistes, qui par leur silence favorisèrent celle-ci (Nous pensons que ce problème sera réglé par une rencontre directe).

Le but de cette opération de désinformation et de contre-propagande de la part de l'Etat était de deux ordres :

- 1/ Le premier, nous le connaissons très bien. Cela a déjà été utilisé lors de l'attentat de la rue des Rosiers, qui nous avait été attribué par l'Etat, alors que celui-ci savait parfaitement que nous ne pouvions en être les auteurs, dans le but de briser l'effet de notre campagne de l'été 1982 contre l'agression israélienne au Liban et afin de permettre l'interdiction de l'organisation.

Lorsque nous ne sommes pas décrits comme des *gangsters*, des *voleurs de poules*, les *derniers Mohicans*, nous sommes définis, et par là l'ensemble de la guérilla en Europe de l'Ouest, comme un appendice de groupes et de services secrets utilisant le massacre comme pression politique. Quand nous parlons de massacres, nous parlons de voitures piégées placées au marché de Téhéran ou dans les rues commerçantes de Beyrouth.

- 2/ Le deuxième but recherché est de nous envoyer un avertissement clair après que nous ayons nous-mêmes déterminé le terrain de l'affrontement et la nécessité de la reprise de l'offensive politico-militaire, nous confronter à l'alternative :

- soit nous laissons un temps plus long d'avertissement et de réaction, amenant aujourd'hui, avec les techniques de déminage, l'échec de l'opération ;
- soit raccourcir ce temps, et donc, en augmentant le risque pour des victimes innocentes, amener l'échec politique de l'opération.

Nous sommes les seuls à pouvoir apporter une réponse politico-militaire à cet avertissement. □

Mise au point n° 2 : la fusillade de l'avenue Trudaine, le 31 mai 1983

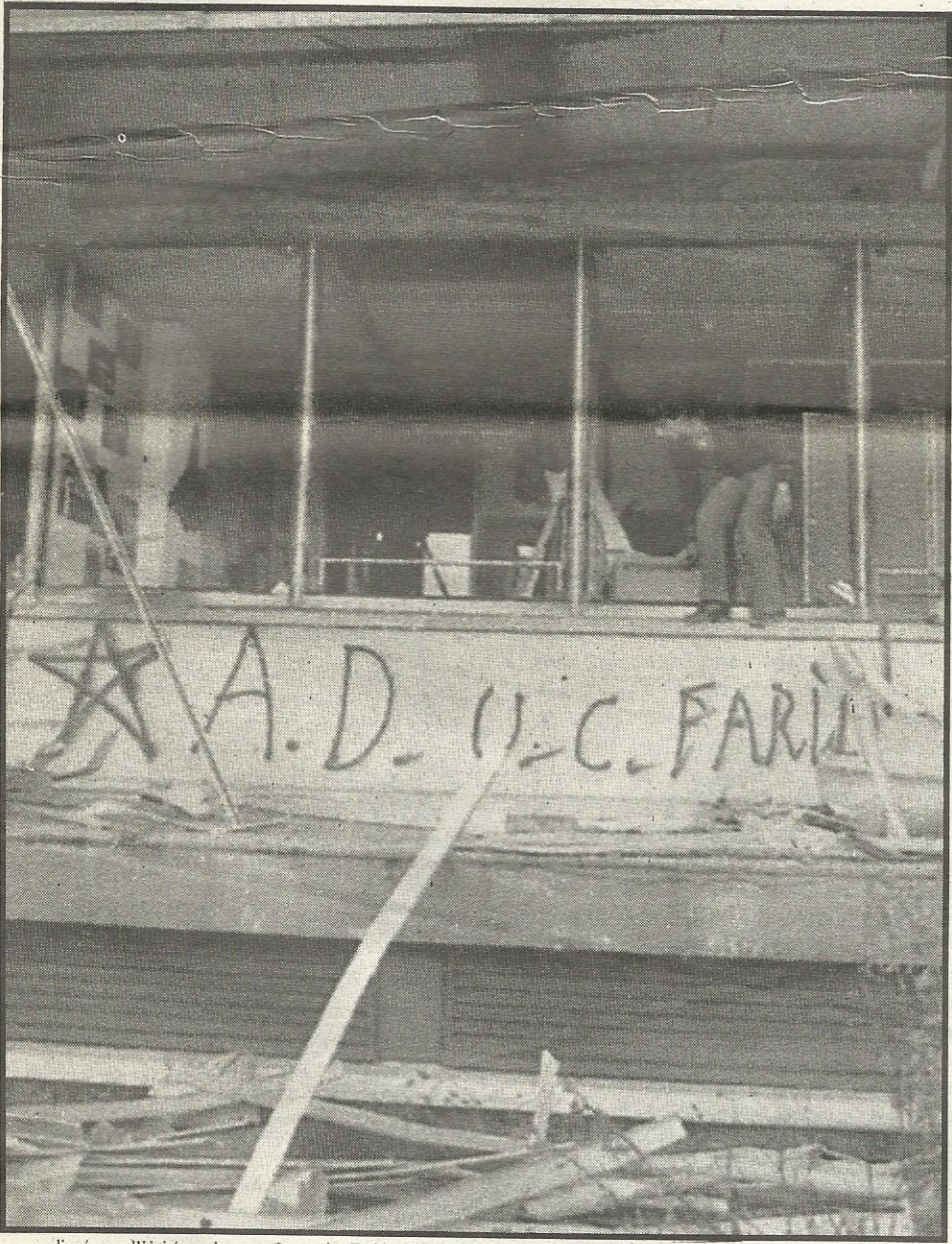
Le 31 juin 1983, vers 14 h 30, deux membres de l'organisation se rendant à un rendez-vous sont pris en filature par un groupe de quatre policiers en civil.

Au moment même de la rencontre avec deux camarades, avenue Trudaine, les policiers prirent l'initiative d'un contrôle d'identité. Les trois policiers furent immédiatement menacés l'arme au poing. Le brigadier et un autre policier eurent « un mauvais réflexe ». Le premier tenta de ceinturer un camarade alors que deux autres policiers essayèrent de sortir leur arme. (l'un d'eux y réussit). Pour leur protection, les militants de notre organisation se virent dans l'obligation de tirer. Le policier (la femme gardien) plus éloigné ne fut jamais visé. Par contre, ce fut elle qui, par la suite, ouvrit le feu au hasard, blessant une conductrice dont le véhicule venait d'être « emprunté » dans leur fuite par des camarades.

Lors de deux autres événements similaires de rencontre fortuite entre camarades et policiers, comme à Bruxelles en mars derniers, la compréhension des agents se rendant immédiatement à la vue des armes braquées sur eux, montre qu'ils peuvent percevoir notre détermination à entrevoir les choses en termes de rapport de forces. Si le rapport de force est dans notre camp, c'est au policier de l'apprécier à sa juste valeur, le contraire étant évidemment valable pour nous mêmes.

Pour nous, il est clair que, avenue Trudaine, deux policiers n'entrevirent pas la portée de leur réaction. Ils en portèrent entièrement les conséquences.

Nous ne reviendrons pas sur le rôle de la police, de sa répression, de ses violences, de ses assassinats... Nous pensons que c'est extrêmement clair pour de plus en plus de prolétaires aujourd'hui dans la métropole, de Genova à Stammheim, de Renteria à Belfast. □



...revendiquée par l'Unité combattante Laouari « Farid » Benchellal.

Mise au point n° 3 : Sur la campagne politico-militaire des Ccc et la réponse propagandiste de l'Etat belge

Nous affirmons n'avoir aucun lien organisationnel avec les Cellules communistes combattantes. La naissance de groupes communistes naît de la seule contradiction entre prolétariat in-

ternational et bourgeoisie impérialiste. De ce fait, leurs actions ne peuvent être que politiquement convergentes dans la nécessité actuelle de la lutte en Europe. □

Action directe



L'attaque contre la Surveillance industrielle de l'armement, le 13 juillet dernier.

Une déclaration
de Régis Schleicher

Revendication des actions de juillet

Le 11 juillet 1984, l'organisation *Action directe* a sérieusement endommagé l'Institut atlantique des affaires internationales, paralysant par là même son fonctionnement pour de longs mois.

Le 13 juillet 1984, un noyau de notre organisation a détruit l'un des bastions de la gestion planifiée de la guerre et l'un de ses centres informatiques de recherches militaires.

Le 14 juillet 1984, l'Unité combattante Laouari « Farid » Benchellal de notre organisation a détruit l'une des bases de direction du capital monopoliste.

La désinformation, prétextant de la notification de nouvelles inculpations à des militants de l'organisation, a qualifié ces actions de « riposte » à l'offensive de l'Etat sur le terrain judiciaire, tendant ainsi à réduire la portée de celles-ci à un engagement militaire entre deux puissances de même nature.

La justesse des cibles choisies, leur clarté intrinsèque, ne laissent, malheureusement pour eux, aucun doute sur la nature des objectifs poursuivis.

Le mouvement antagoniste n'a pas besoin qu'on lui impose ses échéances, qu'on lui délimite ses moments tactiques, ses axes stratégiques, qu'on lui fixe ses objectifs. Il a à sa disposition ces instruments que sont l'analyse marxiste, la politique révolutionnaire et la lutte armée, dont le mouvement dialectique lui permet d'opposer à la tendance à la guerre sa tendance au communisme.

Ces actions s'inscrivent dans le cadre d'une campagne beaucoup plus vaste que mènent actuellement des fractions organisées du prolétariat et les organisations communistes combattantes dans les métropoles.

Campagne contre les visées expansionnistes d'un capital qui suffoque, asphyxié par une crise généralisée de surproduction absolue ; contre l'impérialisme, matérialisation de ses tentatives de redéfinition d'un nouvel ordre économique, de redistribution des marchés ou de partage des marchés nouveaux, pour le monopole de l'exploitation et la suprématie sur le globe ; contre ses formes surnoisées de domination qui investissent l'ensemble des rapports sociaux et des rapports de production ; contre les projets de restructuration d'un capital exsangue.

Et ce à l'heure où la France, intensifiant son rôle de flic en Afrique, entre-

prend d'aller gendarmier le Moyen-Orient ; à l'heure où la République fédérale allemande est sur le point de se lancer dans la production d'armes stratégiques de longue portée ; à l'heure où l'Italie tend à se recentrer dans le Pacte atlantique et apparaît ainsi, dans toute sa lumière, comme le phare de la défense des intérêts Us ou assimilés dans l'aire méridionale ; à l'heure où les diverses parties en présence achèvent leurs préparatifs militaires par le déploiement des Pershings et des SS 20.

Le maintien de la loi de programmation militaire sous sa forme actuelle, alors que sera réduite la part de tous les autres budgets, la course effrénée aux armements, l'évolution des rapports de force entre grandes puissances, tout ceci n'a pour but que de préparer le dépassement de la crise actuelle par son moyen historique traditionnel de résolution : la guerre impérialiste.

En s'en prenant à l'un des piliers de l'Otan et en attaquant frontalement l'impérialisme français, l'organisation *Action directe* démontre une fois de plus la capacité de la classe ouvrière à frapper l'impérialisme au moment opportun et sa volonté de désarticuler la phase de transfert sur le terrain militaire du projet politique de restructuration globale de la production par la guerre impérialiste.

En portant l'attaque au ministère de l'Industrie, l'organisation *Action directe* manifeste sa détermination à s'opposer aux licenciements de masse dans l'automobile et la sidérurgie, à l'exploitation toujours plus grande de millions de prolétaires, éternels payeurs des « erreurs » de gestion du capital déliquescant.

Intensification de l'offensive politico-militaire de la guérilla dans les métropoles !

Guerre à la restructuration, contre les licenciements de masse !

Guerre à l'Otan, guerre à la guerre impérialiste !

Unification stratégique des organisations communistes dans le front antiimpérialiste !

Salut à Laouari « Farid » Benchellal, Salut à Ciro Rizzato ! □

Juillet 1984,
Régis Schleicher
Action directe
Front des prisons

Le territoire européen,
un espace stratégique unitaire de combat

Les Cellules communistes combattantes ouvrent un front en Belgique

■ Attaque contre Litton business belgium Sa

Aujourd'hui, 2 octobre 1984, nous avons attaqué à la bombe les bureaux et ateliers de la société *Litton business belgium Sa*, au 59 de la rue du Bon Pasteur à Evere. Cette société commercialise sur le marché belge les produits importés (bandes pour ordinateurs, caisses électroniques SWEDA, etc.) de la multinationale Us de l'électronique : *Litton industrial*.

Litton industrial, dix-huitième multinationale de l'électronique et de la construction électrique (en 1982 et au niveau mondial) est l'un des principaux pourvoyeurs d'armes de l'Otan. Ainsi, par exemple, pour le seul mois de juin de cette année, Litton a décroché deux contrats auprès de l'Us navy : des pièces pour système de brouillage électronique pour avions d'attaque (14,3 millions de dollars Us) et des systèmes de visée pour les chasseurs F-18 (97,6 millions de dollars Us).

Mais surtout, et principalement avec sa filiale canadienne, *Litton industrial* est le concepteur, le fabricant et le producteur du système de guidage des missiles *Cruise* dont les préparatifs d'installation vont bon train sur le site de la base militaire de Florennes.

Nous avons voulu, par notre attaque, léser directement les intérêts de ce trust en paralysant ses activités — nous espérons pour longtemps — dans ce pays. Mais il ne faut pas limiter le choix et la portée de notre action au seul coup porté contre une bande de capitalistes dont le commerce de mort lui a rapporté pour le premier trimestre de cette année un bénéfice de 76,5 millions de dollars Us. Nous allons donc développer brièvement le contexte politique global qui nous a déterminé à mener cette attaque.

L'installation des missiles *Cruise* et *Pershing* en Europe, les ruptures des négociations Est-Ouest, la multiplication ces dernières années des conflits militaires et leurs qualités (politiques, géographiques et économiques) en liaison de plus en plus étroite avec l'Europe impérialiste, la course aux armements et les croisades idéologiques chauvines..., sont autant de facteurs, de témoins concrets d'une tendance qui s'affirme et que de plus en plus de gens comprennent maintenant ici : la tendance directe, croissante et manifeste à la guerre impérialiste. Cette tendance est de plus en plus à l'ordre du jour, tant dans sa nature, son évolution et son développement que dans les réactions qu'elle engendre, des manifestations monstres qui depuis des années secouent les capitales européennes

à une conscientisation et à l'émergence d'une pratique révolutionnaire comme notre attaque contre Litton.

Révolutionnaire par ce que notre action prétend démontrer : la guerre impérialiste est absolument indissociable du mode de production capitaliste, en fait elle en est le produit en tant que phase incontournable, en tant qu'aboutissement/dépassement de la crise économique, en tant qu'unique solution pour le capital de bouleverser sa base de production. Nous allons essayer d'expliquer cela.

La guerre impérialiste (qui, ne l'oublions pas, est permanente contre les peuples du monde entier) est, dans sa qualité mondiale, la seule solution adéquate pour les puissances capitalistes en crise dans la mesure où la guerre permet en premier lieu d'agrandir leurs bases de production (dans le stade impérialiste où les secteurs vierges pour l'exploitation économique sont épuisés depuis longtemps), soit aux dépens de l'adversaire, soit par une redistribution des zones d'influences ; en second lieu, la tendance à la guerre et la guerre elle-même permet la mobilisation dans la production/économie de guerre des capitaux, des travailleurs et des structures de production (usines etc.) qui, expressions de la crise de surproduction telle que nous la vivons aujourd'hui, s'accumulent en masses sur le marché, exclus et inutiles pour le processus de production capitaliste, inaptes à la revalorisation du capital.

De cette « dynamique », les exemples sinistres ne manquent pas, dont le plus flagrant est le militarisme effréné de l'impérialisme nazi, qui de 1933 à 1939, a relancé l'économie allemande... et résorbé le chômage ! Plus généralement, la guerre a toujours servi de tremplin au capitalisme car elle lui permet, à travers destructions et bouleversements, de résorber les surproductions dont il ne peut tirer de profits et de modifier radicalement les multiples conditions de l'exploitation des travailleurs au sein d'une nouvelle ère d'expansion capitaliste... jusqu'à la prochaine crise et la prochaine guerre.

Nous affirmons donc, et nous n'inventons rien car c'est l'abc de l'économie marxiste, que la crise économique qui frappe l'ensemble du monde n'est pas qu'un « accident de parcours de l'économie de marché » ou le bilan de soi-disant bienfaits des *sixties* dont les travailleurs auraient abusés comme le prétend l'odieux De Clercq — et dont on sortirait par des sacrifices, comme le prétendent tous les économistes bourgeois — mais bien le produit de la nature

même de ce système d'exploitation qui ne peut se dépasser que dans la guerre.

Le perfectionnement des moyens de production, notamment durant ces dernières décennies les progrès de l'électronique, de la robotique, de l'informatique, etc., devraient permettre une abondance de richesses et un élargissement sans cesse croissant du temps libre, ce qui est très facile à comprendre étant donné que l'application de ces techniques à la production permet de produire plus, plus vite et avec moins de main-d'œuvre, les produits, richesses et structures nécessaires à l'existence. Et pourtant, nous vivons le contraire ! Le système capitaliste, dans son unique quête, le profit, nous entraîne dans cette situation où, comme l'écrivait Engels, on retrouve « d'un côté, perfectionnement du machinisme (...) qui équivaut à une élimination toujours croissante d'ouvriers (...), de l'autre côté, extension sans limite de la production (...). Des deux côtés, développement inouï des forces productives, excédent de l'offre sur la demande, surproduction, (...) excédent, ici, de moyens de production et de produits ; excédent là, d'ouvriers sans emploi et sans moyens d'existence (...) ».

Les masses de travailleurs mis au chômage avec juste les moyens de survivre (grâce aux impôts et cotisations imposés aux autres travailleurs) sont exclus, par manque de moyens, des richesses produits par les machines qui les ont remplacés, richesses qui, donc, au même titre que ces travailleurs se retrouvent — pour le capitalisme — en « trop » sur le marché.

En système capitaliste, les progrès scientifiques et leurs applications dans la production de biens nécessaires à tous, la machine (ou le robot, ou l'ordinateur...) au lieu de signifier concrètement abondance et meilleures conditions de vie devient synonyme de misère : « La bourgeoisie est convaincue d'incapacité à diriger d'avantage ses propres forces productives sociales » (Engels).

La crise économique en système capitaliste n'est pas une crise de sous-production de richesses. Et nous le vivons aujourd'hui de cette façon :

- surproduction de moyens de production : il y a pour le capital des usines, des mines, des aciéries... en trop, non pas du fait que la production d'acier ou de charbon soit devenue inutile, périmée ou excédentaire par rapport aux besoins réels des populations, mais parce qu'il y a production inutile, excédentaire par rapport au marché ;
- surproduction de richesses : le rétrécissement du marché, le manque de clients solvables à l'échelle nationale ou internationale... Ce qui entraîne les économistes bourgeois, siégeant aux communautés par exemple, à nous expliquer que la Cee a des excédents laitiers, alors que deux milliards d'êtres humains souffrent de malnutrition sur cette planète qui en compte quatre milliards ;

● surproduction de capitaux : les débouchés de l'activité industrielle se rétrécissant, les investissements désertent la production pour se tourner vers des activités spéculatives et improductives (banques, crédits...), logique infernale dont on voit vite la fin. Par exemple le système financier et bancaire Us au bord du *crash* suite aux politiques de prêts et de spéculations notamment dans le tiers-monde ;

● surproduction de travailleurs : mis au chômage ou tout simplement exclus du processus de production par les développements technologiques dans le cadre de la course aux profits du capitalisme. La bourgeoisie en arrive ainsi, dans toute l'étendue de son absurdité, à rendre les progrès de l'humanité contraires aux progrès de la vie... Déjà, à l'aube de la société capitaliste il en avait été de même lorsque la bourgeoisie plongeait les populations entières dans la misère (notamment en Angleterre) en introduisant les métiers à tisser permettant un essor fantastique de productivité !

La crise économique d'aujourd'hui n'est pas la première dont les travailleurs font les frais. Une semblable crise précède la seconde guerre mondiale et avant cela d'autres déjà. Mais, à chaque fois, les crises sont plus profondes, plus graves, plus étendues puisqu'elles sont produites de l'expansion contradictoire du capitalisme. Aujourd'hui, l'étendue et la profondeur de la crise de l'économie capitaliste, l'impérialisme achevé et moribond, amènent l'humanité entière à un seuil décisif, car c'est dans les années à venir, faites de bouleversements, de guerres et de révolutions que se décidera l'avenir pour longtemps.

Mais au-delà de cette certitude, il faut souligner, pour en tirer une stratégie adéquate, comment la bourgeoisie à chaque fois se dépasse ses contradictions et l'importance, développée au fil des ans, de la tendance à la guerre. Le système impérialiste n'a plus rien à offrir sinon la misère. Il n'a plus comme perspective de lendemain que la guerre. Il n'est plus que destruction.

Et de cette sinistre perspective, certains, comme Litton, tentent encore de tirer profit. Car il ne s'agit pas de considérer la tendance à la guerre comme un quelconque automatisme auquel se soumettraient machinalement les gouvernements et les états-majors. Il s'agit d'une tendance générale du système, que tout le monde perçoit vis-à-vis de laquelle chacun se positionne selon ses intérêts. Et c'est ainsi qu'émergent alors des rangs de la bourgeoisie impérialiste des marchands de canons, des politiciens et des idéologues va-t'en-guerre, des diploma-

Sur quelques aspects de la lutte militaire

Aujourd'hui, par notre action contre la multinationale Litton, les *Cellules communistes combattantes* imposent une pratique organisée de lutte armée politico-militaire dans ce pays jusqu'ici trop peu touché par la lutte armée pour le communisme. Nous voulons, dès cette première action, faire le point en ce qui concerne un côté de la lutte militaire, ses conséquences pratiques aux moments des actions et notre position politique à ce propos.

Nous souhaitons donc que ces positions soient aussi largement diffusées — en tant qu'indissociables — de nos positions politiques globales.

Nous savons que la pratique policière élémentaire de la bourgeoisie (des commissariats au gouvernement) a toujours été de calomnier les mouvements révolutionnaires. Beaucoup de gens maintenant savent par leurs expériences comment sont relatées dans les médias au service du pouvoir dominant les manifestations sociales, les occupations d'usines, les légitimes revendications des travailleurs et, évidemment, la politique impérialiste d'exploitation mondiale... Nous savons aussi quels racontars crapuleux ne manqueront pas de colporter contre nous les larbins appointés et autres rats « objectifs », ce qui nous oblige à souligner un de nos principes fondamentaux de communistes : **les actions de la guérilla révolutionnaire ne sont jamais dirigées contre le peuple, mais toujours contre les ennemis du peuple**, les exploiters bourgeois et leurs alliés.

Cela, c'est la politique des communistes, notre identité, et il ne peut pas en être autrement sans trahir notre mémoire historique et nos buts historiques ! Qui se bat pour que la guerre impérialiste n'endeuille plus des centaines de millions de travailleurs dans le monde ? Qui se bat pour une paix véritable construite sur la disparition des ennemis du peuple ? Les communistes ! Qui prépare un mas-

sacre plus grand encore que sa permanence ? La bourgeoisie impérialiste !

Qui ose nous traiter de terroristes ? La bourgeoisie qui règne dans ce pays, valet de l'impérialisme Us et mercenaire de la Société générale, jetant des centaines de milliers de travailleurs au chômage, au *minimex* ou à rien du tout en attendant les coupures de gaz ou d'électricité, à la misère totale parce que la sous-alimentation/extermination de la moitié de la planète ne lui suffit même plus.

Nous, nous attaquons par la lutte armée cette bourgeoisie impérialiste qui nous domine avec ses mercenaires, flics, gendarmes ou autres militaires et nous voulons limiter les cibles de nos actions à ces seuls ennemis du prolétariat — sans oublier leur employeur citée un peu plus haut ! **Alors que cela soit clair** : nos combattants, en menant les opérations d'attaques contre les appareils de la bourgeoisie prennent et prendront toujours toutes les mesures nécessaires, même celles qui augmentent les risques de l'opération (en mettant en cause la bonne exécution de celle-ci ou la sécurité de la cellule) pour éviter de léser les riverains ou de blesser des passants...

Il est donc nécessaire, dans l'intérêt de tous, **et parce que cela est notre volonté politique**, de défendre les intérêts des populations dans la guerre de classe à travers sa pratique militaire. Cela veut aussi dire faire connaître certaines mesures de sécurité, afin d'éviter les accidents et surtout la possibilité pour les forces de police d'organiser consciemment un massacre qu'elles présenteraient par la suite comme étant le produit de notre « terrorisme fou », alors que c'est plutôt elles qui sont les piliers armés d'un ordre social dont le terrorisme n'est plus à démontrer au regard de l'histoire.

Dans la perspective de notre développement actuel, nous pensons déjà avoir donné quelques indications, quelques consignes précises, afin que dès maintenant nos actions ne lèsent que les

ennemis des travailleurs et jamais les populations que nous appelons à la révolution sociale internationaliste.

Si vous êtes, un jour ou l'autre, confrontés à une action des Cellules communistes combattantes, suivez les consignes des révolutionnaires, elles ne prennent en compte que vos intérêts ! Si vous travaillez dans les structures de domination et qu'une attaque est annoncée, quittez immédiatement les lieux, même contrairement à l'avis des petits chefs ou des flics, refusez de collaborer aux enquêtes policières... et, plus tard, nous parlerons du sabotage et de la désertion des institutions qui nous exploitent !

Quand les *Cellules communistes combattantes* mènent une attaque à l'explosif — comme celle contre Litton aujourd'hui, nous soulignons encore une fois que nous prenons toutes les précautions nécessaires pour qu'elle se fasse avec le plus grand discernement possible. Si vous voyez cela de chez vous, éloignez-vous des fenêtres, les charges que posent nos combattants sont calculées pour ne pas toucher les bâtiments voisins et le seul risque réside dans l'action du souffle et des projections au moment de la déflagration.

Nous nous excusons sincèrement — et nous laissons l'hypocrisie aux élus qui viendront pleurnicher demain — pour le réveil brutal de certaines de nos actions. Mais nous pensons qu'il est moins dramatique que celui qui nous guette en cas de guerre, soit sous les bombes ou soit pour le départ à la boucherie, et que, si nous ne voulons aucun de ces deux derniers exemples, ils nous faut nous organiser pour concrètement mettre les exploiters à genoux.

Nous pensons surtout qu'il est temps de nous réveiller, de nous battre, car c'est aujourd'hui que se construit l'histoire de demain ! □

Pour le communisme
Cellules communistes combattantes

tes et des militaires, un véritable groupe d'intérêts qui constitue par-delà les frontières un authentique « parti de la guerre ». C'est ce parti qui est donc l'ennemi principal des révolutionnaires et des travailleurs de tous les pays.

Contre ce répugnant « parti de la guerre », il n'existe pour nous, Communistes, qu'une seule voie, celle de la Révolution sociale, car, comme le disait si justement Engels, « la force d'expansion des moyens de production fait sauter les chaînes dont le mode de production capitaliste l'avait chargée. Sa libération est la seule condition requise pour un développement des forces productives ininterrompu, progressant à un rythme toujours plus rapide et, par la suite, pour un accroissement pratiquement sans borne de la productivité elle-même (...). La possibilité d'assurer, au moyen de la productivité sociale, à tous les membres



de la société une existence non seulement parfaitement suffisante au point de vue matériel et s'enrichissant de jour en jour, mais leur garantissant aussi l'épanouissement et l'exercice libre et complet de leurs dispositions physiques et intellectuelles, cette possibilité existe aujourd'hui pour la première fois, mais elle existe. »

Et, comme nous pouvons le lire dans le Manifeste du Parti Communiste : « Les Communistes se refusent à masquer leurs opinions et leurs intentions. Ils proclament ouvertement que leurs buts ne peuvent être atteints que par le renversement violent de tout l'ordre social passé. Que les classes dirigeantes tremblent devant une révolution communiste ! Les prolétaires n'ont rien à perdre que leurs chaînes. Ils ont un monde à gagner. »

Nous, Communistes, savons que la paix n'apparaîtra que lorsque le capitalisme fauteur de guerre disparaîtra, donc qu'il ne s'agit pas d'éviter la guerre, mais de réaliser la révolution sociale en suivant plus que jamais le mot d'ordre de Lénine :

**Contre la guerre impérialiste,
la guerre civile !
Organisons-nous,
et frappons sans relâche !
En avant vers la construction
de l'Organisation combattante
des prolétaires !
En avant vers
la Révolution communiste !
Tout le pouvoir aux travailleurs !** □

Cellules communistes combattantes
pour la construction de
l'Organisation combattante des prolétaires

Attaque contre MAN Truck & Bus

Aujourd'hui, 3 octobre 1984, nous avons attaqué au moyen de bombes incendiaires et de 150 litres de mazout les tracteurs pour semi-remorques stationnés sur un des parkings de la société ouest-allemande *M.A.N Truck & Bus*, associée à la société belge *Hocke* qui lui sert d'importateur et avec laquelle elle partage les installations du parc industriel au 13a Gossetlaan à Dilbeek.

Le choix de cette cible s'explique très facilement lorsque l'on sait que *M.A.N*, septième constructeur militaire en Rfa, est le constructeur des semi-remorques (de type *P1-A-EL*) qui transportent et lancent les missiles atomiques *Us* de type *Pershing II*, récemment déployés par l'Otan en Rfa.

Quand *M.A.N* construit des camions militaires pour l'armée belge (un contrat qui s'est échelonné de 1974 à 1981 où *M.A.N* a livré pour 3 736 milliards de Francs belges de camions 4 tonnes), quand *M.A.N* construit 465 véhicules pour les systèmes *Pershing II*, quand *M.A.N* produit des moteurs de blindés (notamment le diesel que la Brugeoise-Nivelles monte sur le blindé

Sibmas à Manage) ou de navires de guerre, etc., il est un devoir pour les révolutionnaires de mettre un terme à ces activités. C'est dans ce sens qu'il faut comprendre l'aspect militaire de notre intervention.

Le service de déminage de l'armée belge sur les lieux de l'attaque contre MAN.



blanche ou du Kremlin, mais qu'elle est une conséquence logique, une tendance inhérente au capitalisme en crise. La guerre, et sa préparation, sont les chemins sur lesquels le système impérialiste s'avance, car c'est pour lui les seules voies où peut subsister sa logique de profit. Les super-profits des industries de guerre sont une parfaite illustration de cette tendance et placent ces sociétés comme fauteurs objectifs de guerre.

Face à cette situation, « le véritable artisan d'une paix démocratique n'est pas l'homme qui répète, en termes généraux, de pieux souhaits de pacifisme, ne signifiant rien et n'engageant à rien, mais celui qui dénonce le caractère impérialiste de la guerre actuelle et de la paix impérialiste qu'elle prépare, et qui appelle les peuples à la révolution contre les gouvernements criminels » (Lénine).

Nous allons essayer de nous expliquer sur les points de convergences évidents entre notre action contre Litton et celle contre M.A.N. C'est-à-dire principalement sur l'activité et la participation de ces deux sociétés dans le programme d'installation des nouveaux missiles Us, *Cruise* et *Pershing*.

Le déploiement de ces nouveaux missiles est, tout le monde en est bien conscient aujourd'hui comme l'ont prouvé les manifestations monstres de ces dernières années, un fait nouveau qui modifie radicalement la situation en Europe. Les « *qualités* » propres aux *Cruises* et aux *Pershing* et leurs combinaisons en font une force, non pas de riposte ou de dissuasion comme le prétendent les laquais de l'Otan mais bien **une force de première frappe atomique**.

Quand on sait que le *Pershing II* atteint sa cible en territoire soviétique en moins de 5 minutes après le lancement et qu'il n'est, de fait, détectable qu'après l'impact et l'explosion, quand on sait que les *Cruise* volent au-dessous de la couverture radar des pays de l'Est, quand on connaît la précision phénoménale de ces missiles où la marge d'erreur se mesure en quelques mètres, quand on réfléchit à la charge atomique somme toute limitée de ces missiles qui les destine à un emploi tactique contre les forces et installations militaires et, enfin, quand on voit la capacité dont se dote aujourd'hui l'Otan de saturer l'Europe de l'ouest de ces missiles, ceux portés par avions, navires ou sous-marins et dont, selon les propres mots de Reagan, la construction est prévue « *par milliers* », tous ces éléments accumulés dénoncent clairement qu'à travers le déploiement des *Pershing* et des *Cruise*, l'Otan construit une arme fondamentale pour sa politique belliciste et agressive.

Cette politique belliciste est une réalité, un projet défini et planifié qui se concrétise chaque jour dans la succession des programmes de l'Otan, tel celui des euro-missiles Us (dont les services de propagande et d'intox tentent de nous faire croire qu'il sont une « *réponse* » à l'installation des SS20 soviétiques en 1977, alors que le programme du *Pershing II* fut lancé dès 1972 !) mis en place par le général Haig (contre qui la *Fraction armée rouge* a mené un attentat le 25 juin 1979 alors qu'il se rendait au Shape, près de Mons), ou tel celui défini dans les plans du général Rogers qui programme avant 1990 l'expansion massive, quantitative et qualitative, des armements conventionnels de l'Otan (c'est-à-dire non-atomiques).

Nous voulons souligner ici que, quand nous parlons de guerre atomique dans laquelle l'impérialisme Us entraîne ses alliés et vassaux européens, nous ne tombons pas dans les classiques clichés de l'apocalypse nucléaire, de la destruction totale de la planète, etc. Ces visions infernales — assez simplistes — n'ont d'autres fonctions que celles de permettre à certains de déclarer péremptoirement : « *c'est impossible* », « *ils n'oseront pas déclencher une guerre pareille... ils ne sont pas fous à ce point là* »

et surtout de se dépêcher de conclure : « *ces nouvelles armes ne sont là que pour dissuader, pour maintenir l'équilibre qui empêchera la guerre.* »

Ces déclarations-prières ressassées par certains résignés sont bien à l'image de la propagande bourgeoise pour justifier la folie militariste et terroriste des Etats : « *Toutes les armes, toutes les prises d'otages réciproques des populations par ogives atomiques interposées pudiquement traduites en "équilibre des forces" ne servent-elles pas la paix ? Connaît-on la guerre ? Non, et bien alors continuons dans cette voie !* »

Tout ce ramassis de conneries monstrueuses à assez duré. Nous devons dénoncer d'aussi énormes mensonges !

de l'impérialisme occidental, les Usa n'en n'ont que trop. La circonscription des tirs nucléaires à l'Europe centrale (donc la préservation du sanctuaire nord-américain), l'extension de la guerre totale en Europe, en Méditerranée, au Moyen-Orient et aux Caraïbes, voilà les projets criminels du Pentagone. Et celui qui veut croire que l'impérialisme Us hésitera un seul instant à ravager, dans les feux de la guerre moderne, toute l'Europe au sein d'une confrontation organisée par lui contre l'Urss et les peuples en lutte du tiers monde, celui qui veut croire en cette hésitation et qui se repose sur elle est un irresponsable idiot ! Idiot ou escroc également celui qui prétendra que les bourgeoisies impérialistes de l'Europe occidentale, multinationales et

ges des métropoles occidentales sous le feu de ses missiles la place en ennemi secondaire mais objectif du prolétariat européen.

Que plus personne ne continue à jouer l'autruche maintenant, en reconnaissant au gouvernement bourgeois le droit de décider seul de l'installation « *éventuelle* » des *Cruise* en Belgique en novembre 1983, tout comme en décembre 1979, par 130 voix contre 48, les députés se sont alignés sans aucune équivoque sur l'Otan. C'est donc au prix de millions de morts potentiels — résultat d'une riposte de l'Urss —, que les ministres, parlementaires et autres responsables bourgeois concervent les bonnes grâces de leur grand oncle Sam ; Ils sont — et ces porcs en sont même fiers — « *les bons élèves de l'Otan* » qui depuis des années ont fait de ce pays une base sûre et fidèle pour la politique agressive des Usa.

Mais il ne peut y avoir ici de place pour le catastrophisme ou pour la résignation. Si la prévisible défaite de la politique du mouvement pacifiste, qui n'a pu, contrairement à ses prétentions, empêcher le déploiement des missiles, est flagrante, ce n'est certes pas dû à l'absence de mobilisation des populations. Les manifestations d'automne 1979, 1981 et 1983 ayant au contraire largement démontré que c'est en masse qu'il a été dit **non** à l'installation des missiles Us en Europe et en Belgique, **non** à la guerre impérialiste !

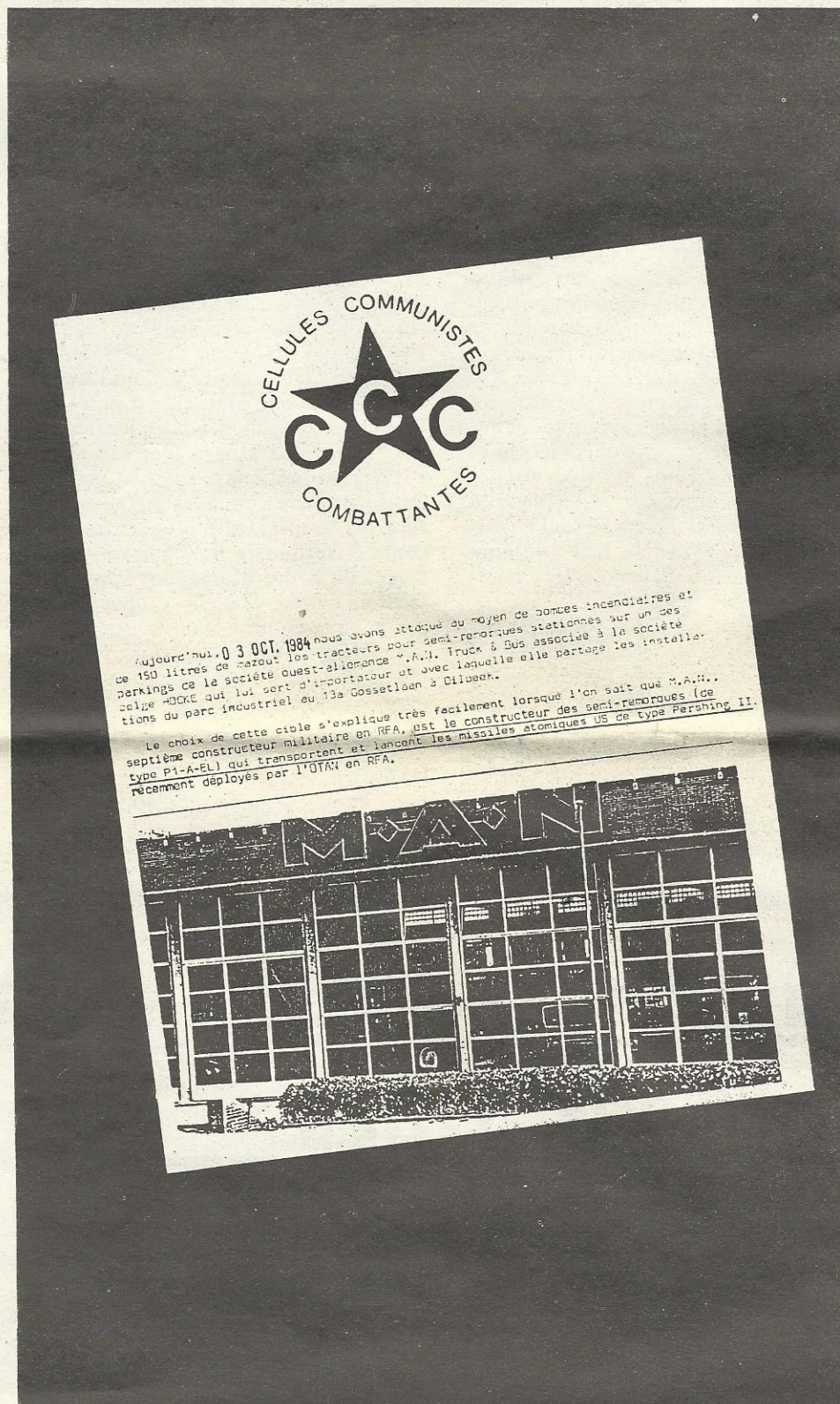
Par leurs attitudes, parlement et gouvernement indiquent clairement, avec mépris et cynisme pour cette très nette opposition populaire, leur lamentable servilité aux intérêts de l'impérialisme mondial : malgré leurs palabres et leurs discours **ils préparent eux-aussi la guerre !**

Au vu de cette situation, il est temps pour nous de démontrer concrètement que ces missiles, ces plans de guerre, ces restructurations de l'économie capitaliste et leurs cortèges de misères, **nous n'en voulons pas**. Et pas de le démontrer à la bourgeoisie qui le sait très bien et qui s'en fout, comme elle a toujours été étrangère aux intérêts des travailleurs. Il est temps de nous démontrer concrètement à nous mêmes, hommes et femmes, travailleurs du monde entier, que saboter et bloquer les projets bellicistes de la bourgeoisie impérialiste est **possible et nécessaire**, tant pour éviter un conflit atomique en Europe que pour balayer le capitalisme et construire une société nouvelle d'où sera abolie l'exploitation de l'homme par l'homme, une société sans classe, sans Etat et sans guerre : la société communiste.

Nous savons bien que notre contribution est infiniment modeste en regard de l'étendue de la tâche qui attend tout le mouvement révolutionnaire mondial, mais c'est alors qu'il s'impose de ne faire aucune économie de nos forces pour atteindre la première étape historique de l'organisation révolutionnaire des travailleurs : le **Parti communiste combattant de la classe ouvrière**. Aussi, l'ouverture dans ce pays d'une lutte radicale, concrète, organisée et rigoureusement attachée aux principes du marxisme-léninisme est un pas — si modeste soit-il — qu'il fallait franchir, et que maintenant il faut développer, renforcer et multiplier partout.

**Contre la guerre impérialiste, la guerre civile !
Organisons nous
et frappons sans relâche !
En avant vers la construction
de l'Organisation combattante
des prolétaires,
en avant
vers la Révolution communiste !
Tout le pouvoir aux travailleurs !** □

Cellules communistes combattantes
pour la construction de
l'Organisation combattante des prolétaires



L'un des communiqués des Ccc.

La guerre n'a jamais cessé, pas une année ne s'est écoulée depuis la dernière boucherie mondiale sans que, directement ou par lambins et fantoches interposés, l'impérialisme ne porte la guerre aux quatre coins du monde : Panama, Cuba, Saint-Domingue, Algérie, Chili, Angola, Palestine, Congo, Corée, Shaba, Vietnam, El Salvador, Grenade, Irlande, Malaisie, etc. La guerre est un phénomène quotidien pour l'impérialisme et si l'éloignement relatif des zones de conflits a permis à certains de l'oublier un peu rapidement, le retour des menaces de guerre dans les métropoles a rendu une partie de la mémoire aux peuples de ce continent.

Pour l'impérialisme, la guerre n'est qu'une question d'intérêts. Et des intérêts dans celle qui se prépare, le leader

gouvernements, désireront seulement s'y opposer : elles aussi se préparent à partager le gâteau sur le dos des peuples. Il n'y a plus aucun doute à ce sujet, de quelque famille politique dont ils se réclament, tous les gouvernements européens sont inféodés à l'Otan, comme le démontre le peu de cas fait de l'évident refus des populations quant au déploiement des missiles sur le théâtre européen.

Si nous considérons, dans cette tendance à la guerre, l'impérialisme Us comme élément moteur et agressif, cela ne suffit pas à trouver un « *beau rôle* » à l'Urss, car si nous pensons que l'Urss ne développe pas aujourd'hui une politique de guerre mondiale totale, sa nature capitaliste l'a depuis longtemps exclue des rangs de la révolution communiste mondiale, et la prise d'ota-

■ Attaque contre le QG d'Honeywell Europe

Après nos attaques contre les sociétés *Litton Business* et *M.A.N.*, nous, *Cellules communistes combattantes*, avons attaqué ce matin du 8 octobre 1984 le quartier général pour l'Europe de la multinationale *Us Honeywell*, 14, avenue Henri Matisse à Evreux, à quelques centaines de mètres du siège de l'Otan... C'est donc à tous les niveaux que nous nous rapprochons du cœur de la bête ! L'attaque du QG d'*Honeywell Europe*, sis à côté de l'immeuble *Honeywell Sa*, qui limite ses activités à la Belgique, a été réalisée au moyen d'une forte charge que notre cellule y a placée malgré le dispositif policier et les mesures de sécurité prises par *Honeywell* (caméras, vigiles, etc.).

Cette action s'inscrit exactement dans l'esprit de la « *Campagne anti-impérialiste d'octobre* » que nous avons débuté le deux de ce mois, car en effet le *trust Honeywell*, multinationale bien connue de l'électronique et de l'informatique, collabore activement au programme de construction des missiles *Cruise* en fournissant, entre autres, l'électronique du système de direction.

Honeywell, c'est aussi le principal fournisseur dans la fabrication des missiles intercontinentaux de type « *MX Peacekeeper* », le fabricant des systèmes de navigation du bombardier géant B-52 (actuellement équipé de la version air-sol des missiles *Cruise*-type AGM86-), et le producteur d'une gamme d'armements allant des torpilles aux radars, des ordinateurs militaires aux bombes à fragmentation, ce qui place *Honeywell* parmi les 20 principaux collaborateurs militaires des USA.

Et comme nous avons un peu de mémoire, nous rappellerons que c'est *Honeywell* qui avait fabriqué l'ordinateur qui coordonnait les bombardements massifs de 1972 sur le Nord-Vietnam et que la *Fraction armée rouge*, « Commando du 15 juillet », a détruit lors de son attaque contre le QG de l'armée américaine en Europe, Heidelberg.

Le nouveau coup porté ce matin contre *Honeywell* permet maintenant d'exprimer un point de vue que nous n'avions pas encore soulevé et qui est essentiel. Voici quelques faits :

- Le 14 octobre 1982, le groupe révolutionnaire canadien *Direct action* a attaqué à la bombe (un camion piégé de 200 kgs d'explosifs) la compagnie industrielle *Litton systems Canada Ltd* à l'endroit même où sont fabriqués les systèmes de guidage des *Cruise*, causant ainsi des dégâts très importants ;

- Le 23 juin 1983, à Düsseldorf, *Litton business system* a été attaqué par des révolutionnaires qui y ont placé une bombe incendiaire ;

- Le 19 septembre 1983, les *Cellules révolutionnaires*, ont fait sauter le centre informatique de l'usine *M.A.N.* de Mayence (Rfa) où sont fabriqués les châssis des véhicules porteurs et lanceurs des missiles *Pershing* ;

- Le 20 novembre 1983, c'est *Honeywell bull*, à Düsseldorf, qui est à son tour attaqué par les *Cellules révolutionnaires* ;

- Le 14 décembre 1983, une Unité de l'*United freedom front* a attaqué, également à l'explosif, les bureaux et installations d'*Honeywell* à New York.

Nous n'avons cité ici que les actions connues et dirigées contre les trois sociétés que nous avons, à notre tour, attaquées, mais c'est quotidiennement et dans le silence des médias bourgeois que

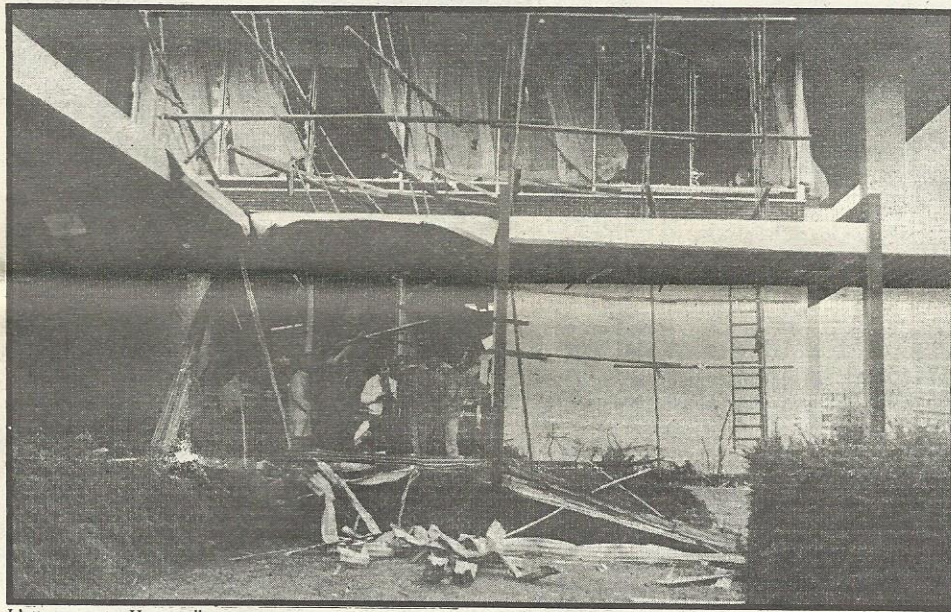
des militants révolutionnaires, dans tous les pays, sabotent les préparatifs et la production de guerre. La convergence des cibles entre, dans ce cas-ci, des militants des Usa, du Canada, d'Allemagne fédérale et de Belgique n'est certes pas le produit du hasard. La mondialisation des rapports d'exploitation dans la phase impérialiste a pour conséquence immédiate une homogénéisation croissante des antagonismes sociaux aux cœurs des centres impérialistes que sont l'Amérique du Nord et l'Europe Occidentale. Tous, mis aujourd'hui face aux menaces de guerre, c'est par millions que les travailleurs d'Amérique du Nord et d'Europe Occidentale, les peuples entiers disent **non** aux options bellicistes de « leurs » gouvernements.

Si, les quelques exemples cités plus haut le démontrent, de la guérilla contre le militarisme impérialiste aux oppositions de masse, un souffle d'espérance révolutionnaire traverse — avec des hauts et des bas — tout le secteur central de l'impérialisme, cela ne veut certainement pas dire que l'unité politique

la crise du capital vers la guerre, une occasion exceptionnelle s'offre au prolétariat international : celle de faire un important pas en avant dans le processus global de la révolution prolétarienne mondiale en conquérant le pouvoir politique dans un ou plusieurs pays capitalistes.

En particulier, la possibilité de battre la bourgeoisie dans les pays capitalistes avancés est aujourd'hui complètement accessible et ainsi asséner un coup décisif à l'impérialisme. Mais pour cela, pour ne pas se faire surprendre au dépourvu devant la précipitation des événements, il faut développer l'unité objective du prolétariat partout dans le monde par une unité consciente de son avant-garde communiste. Il faut que les communistes de tous les pays s'acheminent résolument vers la construction d'une nouvelle **Internationale Communiste fondée rigoureusement sur les principes du marxisme-léninisme**.

Notre attachement aux principes de l'internationalisme prolétarien repose à



L'attaque contre Honeywell.

objective existe à travers tous ces courants. Nous, communistes révolutionnaires, pensons que les directives de Lénine sont d'une grande pertinence à ce propos et nous les mettrons en application :

« *Ils (les communistes) participent activement à tout mouvement et à toute manifestation sur ce terrain, mais ils ne tromperont pas le peuple en laissant croire qu'en l'absence d'un mouvement révolutionnaire il est possible de parvenir à une paix sans annexions, sans oppressions des nations, sans pillages, sans que subsiste le germe de nouvelles guerres entre les gouvernements actuels et les classes actuellement dirigeantes. Tromper ainsi le peuple ne ferait que porter de l'eau au moulin de la diplomatie secrète des gouvernements belligérants et de leurs plans contre révolutionnaires. Quiconque désire une paix solide et démocratique doit être partisan de la guerre civile contre les gouvernements et la bourgeoisie* ».

Et c'est aussi dans cet esprit que nous faisons nôtres les positions des *Brigades Rouges Pcc* : « *La toile de fond que le prolétariat international a face à lui est très précise : le capitalisme s'apprête à lui faire payer le prix le plus cher que son système social est obligé de présenter cycliquement aux masses qu'il exploite et opprime : la guerre.*

Mais un mot d'ordre unit les exploités : transformer la guerre impérialiste en révolution prolétarienne pour le communisme ! Dans la maturation accélérée de

la fois sur la nécessité pour le prolétariat mondial de s'unir pour pouvoir réellement faire face à une bourgeoisie impérialiste depuis longtemps organisée au plan transnational, ainsi que sur l'obligation dans la marche vers le communisme de faire progresser simultanément l'ensemble de l'humanité : « *Ou il y aura le communisme pour tous, ou il n'y aura de communisme pour personne* » Cet attachement à l'internationalisme prolétarien est et sera toujours présent dans notre politique.

Un dernier point que nous voulons aborder concerne le choix de notre pratique actuelle : l'action politico-militaire. La forme d'action pratiquée principalement par les *Cellules communistes combattantes* est la guérilla urbaine comme choix stratégique que nous proposons au mouvement ouvrier et antiguerrilla de ce pays pour dépasser dans un pas qualitatif la crise - cul de sac du mouvement révolutionnaire. Nous ne prétendons certainement pas que les actions politico-militaires peuvent exclure toutes les autres formes de lutte développées par le prolétariat depuis deux siècles, mais nous affirmons avec force qu'il s'agit maintenant d'une alternative stratégique nécessaire à notre victoire sur les plans de la bourgeoisie, victoire inconnue pour les travailleurs depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Depuis des décennies, les mouvements sociaux et ses prétendus dirigeants révolutionnaires sont allés jusqu'au bout des possibilités

des vieilles recettes démocratiques de combat, et il apparaît maintenant à celui qui n'est pas aveugle qu'elles ne suffisaient pas et surtout qu'elles ne pouvaient pas suffire ! Les manifestations de masse, violentes ou non, les grèves, générales ou pas, l'activité syndicale, offensive ou de trahison, les bulletins de vote, à gauche ou à droite, n'ont apportés au mouvement anticapitaliste et à son prolongement antiguerre que des défaites coûteuses et démoralisatrices.

L'ouverture d'un front politico-militaire de guérilla anti-impérialiste n'est certes pas la recette miracle qui balayera des années d'humiliation, de défaites et de découragement, mais elle peut et doit servir de base et de tremplin pour la relance de l'offensive anticapitaliste dans ce pays.

C'est l'étincelle qui doit nous dépêtrer des pièges gluants du parlementarisme et de la concertation. On ne discute pas avec les exploités de l'humanité, on les bats ! Le crétinisme parlementaire est d'autant plus misérable qu'à l'heure de l'impérialisme transnational, le Parlement n'est plus qu'un décorum poussiéreux. Les vraies décisions concernant notre avenir — et non les minables palabres communautaires — sont prises dans les instances supranationales (et extraparlémentaires) des voutours : les états-majors des multinationales, le Fonds monétaire international, la Cee, l'Ocde, l'Otan, la Banque mondiale, etc.

Nous disons aussi qu'il serait erroné et réformiste de ne voir dans notre pratique de lutte armée, et surtout dans la lutte armée en tant que stratégie, qu'un moyen radical de refuser les *Cruise* ou les *Pershing*, ou encore de se battre contre les projets de la mafia Martens-Gol. Le mouvement révolutionnaire a des tâches dans lesquelles la lutte armée joue un rôle historique : la révolution sociale pour le communisme, la dictature du prolétariat et la construction d'un socialisme en marche vers la société sans classe et sans Etat.

C'est dans cette marche vers une humanité nouvelle, l'humanité d'où sera bannie la misère et l'exploitation, l'obscurantisme et le désespoir, que nous voulons nous inscrire maintenant en assumant notamment le lieu de l'affrontement militaire avec la bourgeoisie, car cet affrontement, pour tout révolutionnaire sincère est inéluctable. Le pouvoir sur notre vie, l'autonomie de la classe ouvrière ne nous tombera jamais gratuitement dans les mains ; nous devons l'arracher des griffes de la bourgeoisie qui se donne tous les moyens de sa dictature, police, gendarmerie, prisons, armée, etc. **Face à cela, les travailleurs doivent se donner les moyens de leur politique, et la guérilla est l'un de ces moyens.**

Comme l'a souligné Engels, « *l'émancipation du prolétariat se manifestera aussi sur le plan militaire, et il saura créer de nouvelles méthodes de combat qui lui sont spécifiques* », et Lénine : « *La crise a montré que la bourgeoisie enfonce la légalité dans tous les pays, même les plus libres, et qu'il est impossible de conduire les masses à la révolution sans constituer une organisation clandestine pour préconiser, discuter, apprécier et préparer les moyens de la lutte révolutionnaire* ».

**Contre la guerre impérialiste, la guerre civile !
Organisons-nous et frappons sans relâche !
En avant vers la construction de l'Organisation combattante des prolétaires !
En avant vers la Révolution communiste !
Tout le pouvoir aux travailleurs !** □

Cellules communistes combattantes pour la construction de l'Organisation combattante des prolétaires

Une action aux Usa
contre un consulat d'Afrique du Sud

Communiqué de Red guerilla resistance

Nous avons attaqué le Consulat d'Afrique du Sud dans la ville de New York pour dénoncer et arrêter les manœuvres du gouvernement fasciste d'Afrique du Sud. Nous agissons en solidarité avec les centaines de milliers d'Africains qui, à Sebokeng, Sharpenike, Soweto et Evaton, se battent pour le droit à l'éducation, au logement, à l'organisation syndicale et pour mettre fin aux lois dégradantes de l'apartheid. Pour combattre le colonialisme blanc, ils descendent dans la rue en sachant que, depuis 20 ans, ils ont été massacrés par milliers par la police, mais en puisant leur courage non dans la peur, mais dans le souvenir de Steve Biko et des martyrs de Sharpenike et Soweto. Les cris d'Iswe Lethu et d'Amandla disent clairement que le destin de l'Azanie repose dans la libération nationale et dans l'indépendance nationale.

Nous soutenons totalement le Congrès national africain (Anc) et le Congrès pan africain (Pan), organisations qui dirigent la lutte de libération nationale. Ces organisations ont travaillé durant des années sous la répression la plus dure pour organiser les masses, développer la lutte armée et isoler internationalement le régime sud-africain.

Aujourd'hui, Botha et Reagan coordonnent leurs efforts pour renforcer le gouvernement d'Afrique du Sud, en développant le contrôle militaire de l'Afrique du Sud sur l'Afrique australe, en renforçant la répression interne, en brisant son isolement international pour l'insérer directement dans le cercle des alliés impérialistes. Voilà le propos du « *constructive engagement* » (action constructive). La première étape de ce plan a été la déstabilisation militaire, économique et politique de l'Angola, du Mozambique et du Lesotho. Le Mozambique et l'Angola furent « *accusés* » et durent signer des accords réactionnaires afin de détruire le soutien aux véritables représentants du peuple africain dans la région : l'Anc, le Pac et la Swapo.

Une fois cela obtenu, Botha a entrepris une tournée de visites auprès des chefs d'Etats d'Europe les plus réactionnaires : Thatcher, Kohl et le Pape. La véritable situation, c'est que l'Afrique du Sud ne s'est jamais complètement retirée de l'Angola, plus de 100 000 soldats sont toujours en Namibie et l'Afrique du Sud vient de mettre en place la machine de guerre la plus massive jamais mise en œuvre par ses forces militaires.

La deuxième étape de la stratégie impérialiste est la nouvelle Constitution et le Parlement. Aucun effort réel n'a vraiment été fait pour une réforme de la Constitution ou pour une cooptation des Indiens et des Métis : les *Afrikaners* eux-mêmes savaient fort bien que les réformes seraient massivement rejetées. Ils s'agissait seulement d'un peu de papier destiné à la consommation internationale et qui sera sans doute utilisé pour justifier une visite officielle de Botha (ou de son représentant) aux Usa après les élections américaines. Pour que les masses africaines soient assurées que rien n'a changé, Botha a fait arrêter les leaders de masses, assassiner une cinquantaine d'Africains dans la rue en trois semai-

nes et interdire toute réunion critiquant le gouvernement.

Les masses africaines ont repéré cette stratégie « *d'action constructive* ». Le soulèvement du mois dernier est un message clair aux pays progressistes et

le droit de travailler, afin que les salaires restent dans les mines et les usines, alors que les terres fertiles restent entre les mains des propriétaires blancs et des entreprises alimentaires internationales. La pauvreté et la faim sont planifiées



Des combattants de l'aile militaire de la Swapo.

aux peuples à travers le monde : rien n'a changé, mais la nécessité d'isoler et d'attaquer le régime colonialiste blanc est plus forte que jamais.

Notre attaque se situe en réponse à cet appel à une solidarité renforcée. Mais notre mouvement doit fournir une réponse plus massive et efficace, et plus militaire. Historiquement, les réponses ne sont venues que de la communauté noire : du mouvement Garvey dans les années 20 aux voyages de Malcom X en Afrique dans les années 60, des manifestations de l'*African liberation day* dans les années 70 aux attaques de la *Black liberation army* contre les responsables organisant les matchs de rugby en Afrique du Sud en 1981.

Il n'y a aucune réponse équivalente de la communauté blanche progressiste. Cet échec a ses racines — en partie — dans le racisme et la suprématie blanche de ce pays, qui modèlent la conscience des Blancs qui répondent aux luttes du peuple africain.

Une forme de ce racisme se manifeste dans le fait de considérer l'Afrique du Sud comme un cas unique, un retour à l'esclavage. Cela est faux. Il s'agit de la cristallisation moderne de centaines d'années d'exploitation capitaliste et de suprématie blanche (européenne) à l'échelle mondiale. Si le vol de la terre du peuple africain a été accompli depuis plus d'un siècle, l'exploitation des vies et des ressources du pays est faite pour l'actuel profit capitaliste et le non moins actuel privilège des Blancs. Ce profit débord le cadre de l'Afrique du Sud, il remplit aussi les coffres de Londres et de New York. Les « *Homelands* » et les « *Townships* » regroupent des millions et des millions d'Africains qui n'ont pas

principes en donnant quelques miettes aux masses blanches. En retour, elle compte sur la collaboration de classe au lieu de la lutte des classes, sur la suprématie blanche et le chauvinisme national au lieu de l'internationalisme prolétarien, le soutien à la guerre et à la répression au lieu de la lutte pour la paix et la justice. Cela a marché trop souvent et la classe dirigeante a réussi à s'offrir une large base populaire qui soutient la répression des luttes pour les droits de l'Homme et pour l'autodétermination des peuples ici et dans le reste du monde. Il faut que ce consensus soit brisé si le peuple blanc ici veut se joindre utilement aux autres « *masses laborieuses* » du monde pour construire un avenir socialiste sans oppression et sans exploitation.

Nous soutenons les organisations et tous ceux qui ont construit la solidarité avec le peuple d'Azanie. Il est temps d'accentuer la lutte pour la dénonciation. Il faut accroître l'aide matérielle aux mouvements de libération nationale. Il faut aujourd'hui que nous suivions la même direction que les camarades d'*United freedom front* qui, depuis deux ans, ont clairement montré que pour les sectes et les banques qui profitent du colonialisme blanc en Afrique du Sud, rien ne serait plus comme avant. Il est temps que nous construisions un mouvement de résistance révolutionnaire capable de porter des coups réels à l'ennemi commun et de devenir un front interne dans la lutte mondiale contre l'impérialisme et la suprématie blanche.

Victoire pour le peuple d'Azanie-Afrique du Sud.

Victoire pour la Swapo.

Victoire pour la libération des Africains.

A bas le colonialisme blanc.

A bas l'impérialisme Us.

Libération de tous les prisonniers politiques et de tous les prisonniers de guerre, de Lobben Island à Marion. Pour la construction d'un mouvement de résistance révolutionnaire. □

Red guerilla resistance

Rectificatif à la lettre de Christian Klar

Une erreur de traduction dénature la fin du texte de Christian Klar publié dans le numéro 10 de *L'Internationale* sous le titre « *Ce qui est principal, c'est la contradiction entre prolétariat international et bourgeoisie impérialiste.* » Voici la rédaction exacte de la fin de ce texte :

« *J'ai écrit plus haut que le processus de prolétarisation se fait là où il y a destructivité du système. C'est dans l'escalade de la totalitarisation de la guerre : "il n'y a rien qui ne prolétarise plus que la guerre".* »

(Le Secrétaire général de la Cdu, Geissler, déclare l'avant-dernier dimanche, lors d'une interview : « Nous nous trouvons dans une guerre civile internationale se déroulant sur tous les continents. Et c'est dans le courant de ces prochaines années que se décidera si nous avons encore un marché économique libre. » La journaliste fut toute ébahie car cela sortait de l'habituel bavardage politicien.)

Mais la prolétarisation n'est pas uniquement un processus, mais aussi une décision, que nous avons prise, en tant que décision propre pour que cette guerre soit aussi la nôtre. Et alors il devient/deviendra possible que la conscience détermine l'être, l'existence, les conditions. » □

En solidarité avec la grève de la faim
et contre les extraditions de militants basques

Le Crédit lyonnais attaqué à Francfort

Suite à l'extradition des militants basques, en solidarité avec les militants d'Action directe en grève de la faim pour leur regroupement, un certain nombre d'actions ont été menées à Francfort.

D'abord deux militants masqués sont entrés dans une filiale du **Crédit Commercial de France** et y ont renversé 5 litres de peinture.

Puis le siège du SPD a été l'objet d'une « *sauvage agression* ». La façade a pris une violente teinte rouge jusqu'au premier étage, tandis qu'une banderole dénonçait le rôle de la social-démocratie comme moteur du projet impérialiste d'intégration européenne.

Enfin une attaque à la bombe a dévasté la filiale du **Crédit lyonnais**. Résultat : les banques françaises doivent travailler sous haute surveillance policière.

La revendication de l'action insiste sur le processus d'unification européenne mené aujourd'hui par le capital, dans sa nouvelle stratégie pour cette zone, et montre le rôle de la social-démocratie au sein de ce projet. □

latino-américain, QHS et Etat informatisé dans le style allemand. A tout cela, on donne une possibilité d'acceptation politique. L'état d'exception permanent, derrière la façade parlementaire de la démocratie, devient la norme. C'est ainsi que l'Otan mène sa guerre intérieure.

Même la conception qu'a Genscher d'une Europe unifiée, qui rend possible l'intervention dans les affaires intérieures des pays membres par des lois et sanctions-chantages, est déjà en discussion au Parlement européen.

Kohl et Mitterrand travaillent à un rythme accéléré comme groupe de pression pour attirer ou forcer le reste des Etats européens dans les rets de cet Etat

à trahir la classe, à liquider la résistance. En bref, elle est l'instrument aux ordres de l'impérialisme.

Conformément à cette fonction, la social-démocratie a rendu possible l'entrée de l'Espagne dans l'Otan, et l'action concertée a provoqué des négociations semblables qui doivent aplanir le chemin pour l'intégration dans la Cee.

Aux chiens sanguinaires sociaux-démocrates s'oppose en Espagne et au

Pays Basque la résistance antagoniste qui est la base de la révolution sociale.

Il faut comprendre aussi dans la dimension de ce projet ouest-européen, la situation des prisonniers politiques en Rfa. A la déclaration de Rebmman affirmant que personne ne serait plus regroupé ici, nous devons répondre par la continuité et par la riposte appropriée au niveau politique et militant par nos attaques communes.

Unité dans le combat anti-impérialiste contre l'Otan et le capital contre l'union ouest-européenne.

Solidarité avec les camarades d'Action directe en grève de la faim et qui combattent pour leur regroupement.

Regroupement des prisonniers de la Raf et de la résistance.

Solidarité avec le combat des prisonniers révolutionnaires dans les QHS espagnols.

Pour l'organisation du front anti-impérialiste en Europe de l'Ouest. □

Action anti-impérialiste à Berlin

« Est-ce que l'ordre règne ou non dans ce pays ? »

Nous nous sommes permis de laisser libre cours à nos instincts destructeurs, cette fois-ci à Wedding, Ackerstrasse, et ce aux premières heures du 21 juin. Devenu objet de commisération, le Big (*Centre pour l'innovation et les créateurs*), bien que de notre côté, la commisération fût des plus minimales. Loin de voler et d'incendier au hasard, nous avions déjà rendu visite une première fois au Big et constaté qu'une pause forcée de courte ou longue durée s'avérerait nécessaire.

Le Big est un élément fondamental de la politique économique et scientifique de la ville pour ses prochaines années. C'est la première pierre en vue de développer une « *Silikon-Wedding* », imitant la Silicon Vallée de Californie, où est produit à grande échelle et en grande quantité l'électronique *soft* et *hard* du futur. Le Big a pour but de donner des aides à l'installation de petites entreprises d'une part, grâce à la collaboration de conseillers, d'autre part, de mener des recherches profitant aux grands trusts comme Sel ou Nixdorf.

Au Big, des recherches sont menées en collaboration avec les Instituts universitaires de Technologie pour l'automatisation et l'augmentation des entreprises grâce à des coûts réduits de production. Des robots électroniques sont moins onéreux que des travailleurs. C'est clair, les programmes du Big et l'électronique de Nixdorf peuvent aller de pair. Tout est sous contrôle. Dans l'avenir, nous attendent des usines nouvelles et automatisées, dans lesquelles même les femmes de ménage deviendront inutiles. Quelle grandiose perspective, quels profits gigantesques, quel panorama futur merveilleux !

Big continue ses recherches. La communication de l'avenir est développée. On fantasme sur les réseaux câblés. Les terminaux vont envahir les intérieurs des petits-bourgeois allemands. Et, ce qui est à craindre, c'est moins la surveil-

lance des alcoves que le perfectionnement de la bureaucratie et de l'échange des données au niveau administratif.

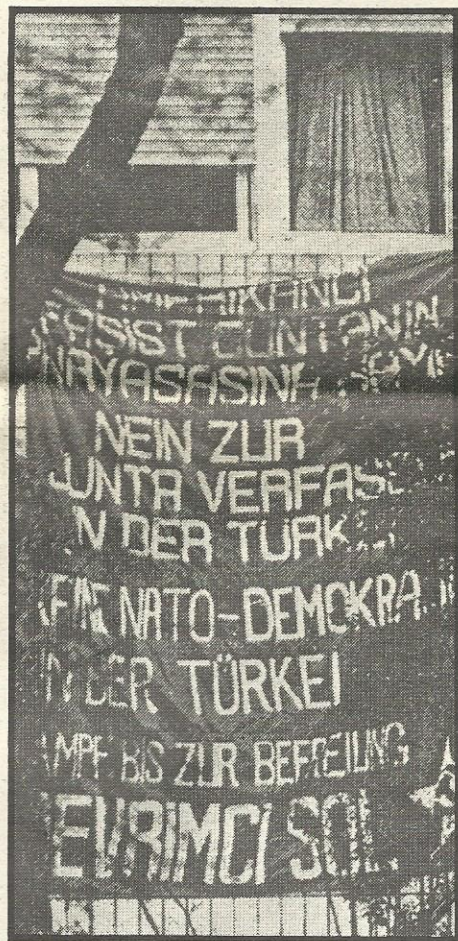
Big offre son bras robuste aux créateurs d'entreprises. Il faut que Berlin redevienne attirante. La réputation de la ville comme bannière face au danger de l'Est avait quelque peu entamé la façade de vitrine de l'Occident. A notre grande joie, mais pas à celle de certaines puissances. Grace au Big comme détonateur, Berlin doit devenir un centre du progrès technologique. Et, donc, les subventions vont repartir, et l'économie aussi, car il y aurait, paraît-il, quelques trusts qui ne se seraient pas enrichis bêtement sur le dos de la ville. Et les autres le referont vraisemblablement volontiers une deuxième ou une troisième fois.

Big veut le progrès, mais pas celui que nous voulons. Il veut le progrès de la planification, des contrôles, de la surveillance, du profit. Contre nous et pour les hommes au sang bleu du niveau supérieur. C'est d'autant plus triste que certains individus progressistes se vendent à ce type de progrès. L'argent ne pue pas, manifestement. Et pourtant, le pétrole, l'essence puent bien et tant d'autres choses. Sans parler de ce que nous avons...

Est-ce que l'ordre règne ou non dans ce pays, Messieurs de l'économie d'Allemagne et de Berlin ? Au Big, le calme régnait en tout cas en cette nuit. Nous n'avions rien d'autre à faire que lancer notre paquet, un simple dénotateur relié au secteur (nous vous remercions d'ailleurs pour votre livraison) et disparaître dans la nature. Les investissements pour notre toute jeune entreprise étaient tout à fait intéressants dans leur rapport aux dommages causés. Dans cette mesure, nous espérons que d'autres innovateurs seront prêts à prendre ce léger risque dans cette ville.

Veuillez agréer nos meilleurs sentiments. A la prochaine. □

Des casseurs berlinois fous, groupes particulièrement intolérants



Occupation du Consulat Général de Turquie à Cologne

unifié, ce qui signifie un total abandon de leur souveraineté nationale.

Leur projet d'union ouest-européenne a pour but le nivellement, non des niveaux de vie, mais au niveau policier, du consensus social, du chauvinisme métropolitain, de l'impérialisme, suivant en cela le modèle ouest-allemand d'une république vendue au capital.

L'Europe occidentale doit être unifiée en un bloc homogène économique, militaire et politique, dans l'intérêt d'une concurrence meurtrière des monopoles et des multinationales sur le marché mondial, et dans l'intérêt d'une communauté meurtrière, se divisant le travail avec les Usa pour mener la guerre contre le tiers monde et les Etats socialistes.

Au sein de ce projet, Mitterrand apparaît comme travaillant main dans la main avec Kohl, la France comme étant aux côtés de la Rfa comme puissance dirigeante impérialiste.

Dans cette sinistre alliance, ce qui se manifeste, comme si souvent, c'est le caractère historique de la social-démocratie, plus précisément ici de sa forme française dite *socialiste*. Pour arriver au pouvoir et le garder, elle est prête

Aujourd'hui, 10 octobre 1984, nous avons attaqué une filiale de la banque française **Crédit lyonnais**.

Le front anti-impérialiste ne naît pas de sa proclamation, mais prend forme et se concrétise dans les combats convergents. Par notre attaque, nous voulons contribuer à ce que soit battue en brèche la pacification et la destruction de la conscience de classe.

Nous obtenons notre vie révolutionnaire, notre identité, par l'organisation de l'attaque politique et militante et en assurant ainsi la continuité du front anti-impérialiste en Europe de l'Ouest.

L'extradition des trois camarades d'Eta constitue le signal de l'entrée dans la dernière phase dans la constitution d'un Etat ouest-européen unifié sous direction franco-allemande.

Les extraditions de militants livrés au régime social-démocrate espagnol sont un acte démonstratif. Il s'agit de montrer au monde que l'union règne parmi les impérialistes : tortures massives, commandos de la mort dans le style

Suisse

La Suisse n'est pas le territoire protégé que l'on représente souvent. Déjà la lutte contre le nucléaire avait pris des formes radicales.

Ces derniers mois, plusieurs actions importantes ont eu lieu :

- contre le domicile de Rudolf Friedrich ;
- contre le *technicum* de Winthertour, centre informatique universitaire ;
- contre la maison de la Directrice de la Justice, Hedi Lang à Zurich ;
- contre 2 *Pinzgauer* de l'armée. □

Stratégies de lutte dans la prison

Un important document
des Grapo

Combats contre la prison impérialiste en Espagne

Le long document qui suit a été rédigé par les camarades prisonniers du Pce(r) et des Grapo. Il constitue un bilan de deux longues années de luttes dans les prisons fascistes espagnoles, et, à ce titre, s'insère parfaitement dans le débat plus général sur les stratégies de lutte révolutionnaire dans les prisons européennes. Ce document ayant été rédigé en 1981, les camarades détenus dans la prison de Soria lui ont ajouté une introduction afin de le rendre plus intelligible à des lecteurs français, introduction qu'ils signent du nom de « Comuna Carlos Marx », comme ils le feront dorénavant pour toutes leurs contributions à *L'Internationale*. □

La défaite subie par les forces populaires pendant la Guerre Nationale Révolutionnaire de 1936-1939 et la répression fasciste qui s'est abattue sur la classe ouvrière et le peuple remplirent les prisons espagnoles de milliers d'otages. On peut estimer que chaque famille ouvrière eu un de ses membres ou amis en prison ou dans un camp de concentration. A partir de 1939, la lutte contre le régime fasciste prit des formes nouvelles ; l'on peut affirmer que, jusqu'à présent, la résistance armée n'a jamais cessé. Pendant la période la plus ardue de la guérilla rurale, qui se prolonge jusqu'à la fin des années 50, des milliers d'hommes et de femmes furent conduits dans les différentes prisons du pays. Du fait du grand nombre de détenus existant, du caractère massif de la répression et, finalement, de la lutte sans relâche du mouvement populaire de résistance, il s'est créé, au cours des années, un vaste mouvement de solidarité avec les prisonniers politiques ; l'amnistie est un désir populaire constant. Grâce aux luttes populaires et à la résistance des prisonniers politiques eux-mêmes, on a conquis dans les prisons un « statut » particulier qui, sans être reconnu sur le papier, c'est-à-dire formellement, a dû être reconnu et accepté dans la pratique par le régime et les autorités pénitentiaires.

Après la mort de Franco, et en pleine crise du régime, le peuple, et en particulier la classe ouvrière sortent dans la rue pour réclamer la liberté de tous les prisonniers politiques. Mais il était évident que ceux qui continuaient à détenir

le pouvoir n'étaient pas disposés à libérer les révolutionnaires incarcérés. Pendant cette période, où des manifestations populaires sont sauvagement réprimées de manière sanglante par la police, les Grapo décident d'avoir recours à une opération d'importance afin de révéler la vérité sur le projet du régime fasciste de se « blanchir », et de soutenir la lutte pour l'amnistie.

La séquestration du président du Conseil d'Etat, le financier Oriol y Urquijo, ainsi que celle du président du Conseil Suprême de la Justice Militaire, le Général Villaescusa, firent échouer l'initiative de l'oligarchie tendant à faire croire au peuple que le fascisme était une relique du passé. Cette action mit au jour l'existence de centaines de prisonniers politiques et, malgré la non-réalisation de l'échange des deux autorités contre une quinzaine de révolutionnaires antifascistes et patriotes, cette action contribua à donner élan à la mobilisation du peuple et à obliger le régime à mettre en question sa propre attitude, alors que pendant des mois, il avait publiquement refusé de libérer les prisonniers politiques. Néanmoins, à aucun moment les prisons espagnoles ne se trouvèrent vides, car l'amnistie générale ne fut pas obtenue. Ce sont précisément les guéril-

leros des Grapo détenus à la suite de l'échec de l'opération Oriol-Villaescusa, ceux qui avaient le plus agi en faveur de la libération des prisonniers politiques, qui se voient exclus de toute remise de peine ; ils se trouvent aujourd'hui encore en prison.

Avec la « Réforme » — simple rajeunissement du vieil appareil d'Etat fasciste qui bénéficie, dès le début, du soutien de la plupart des partis de l'opposition traditionnelle, depuis le parti carrilliste et le Psoc jusqu'à d'autres partis aujourd'hui disparus — les conditions empirent dans les prisons et on essaie d'anéantir les prisonniers physiquement, psychologiquement et moralement. Des campagnes d'extermination sont lancées et l'on construit de nouvelles prisons, par exemple Herrera de la Mancha. Là, le prisonnier est soumis à l'isolement total, à des tabassages brutaux ainsi qu'à toutes sortes de mesures humiliantes, destinées à le détruire psychologiquement.

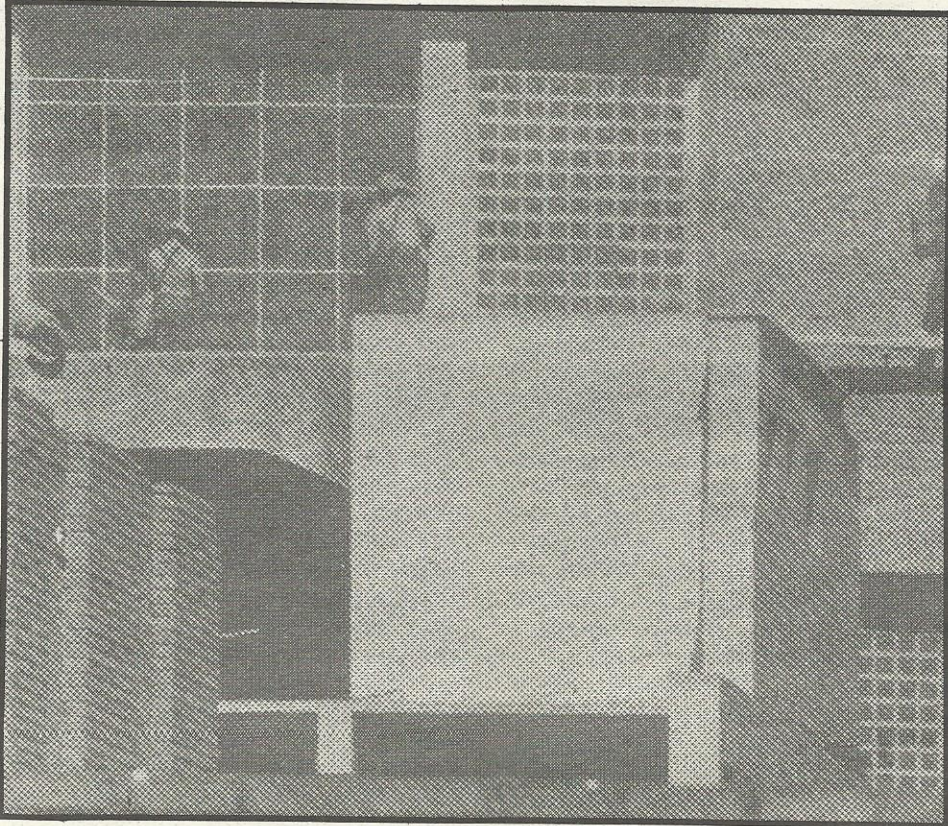
La mobilisation du peuple en faveur des prisonniers politiques n'a jamais cessé et la revendication d'amnistie ne s'est jamais éteinte. Nombreux ont été les morts et les blessés graves au cours de manifestations réprimées par les forces policières et la Garde civile. De

même, les actions de guérilla pour soutenir la lutte des prisonniers politiques ont accompagné la lutte pour l'amnistie et contre les prisons d'extermination. En 1978, le Directeur général des Etablissements Pénitentiaires, Jesús Haddad, est exécuté par un commando des Grapo. En 1979, son successeur, García Valdés, échappe à une action similaire. Durant la période 1977-1981, de nombreuses grèves de la faim ont lieu qui culminent avec celle de 1981. Après une longue lutte, le gouvernement se voit obligé d'accepter de nombreuses revendications, certaines dans l'immédiat (par exemple la fin du régime d'isolement et des mesures vexatoires), et d'autres à court terme (par exemple l'évacuation d'Herrera de la Mancha et le regroupement de tous les militants du Pce(r) et des Grapo dans un même établissement et dans des conditions acceptables). Ceci signifie le retour au régime d'internement traditionnellement appliqué aux prisonniers politiques en Espagne. Il faut remarquer le soutien populaire, et tout particulièrement l'action des *Assemblées de Familles et d'Amis des Prisonniers Politiques*, qui nous ont aidé à obtenir nos revendications. Ces organisations ont toujours contribué à la lutte pour l'amnistie et pour les autres objectifs du mouvement de résistance, avec les comités anti-Otan, les organisations de chômeurs, les comités contre la répression, etc. Elles constituent un secteur combattif du mouvement populaire antifasciste existant aujourd'hui en Espagne.

Actuellement, nous sommes regroupés dans la prison de haute sécurité de Soria. Ici, nous pouvons mener une vie normale, exécuter des travaux théoriques et manuels, rester en communication avec nos familles et nos amis, et être respectés. Outre le soutien économique qu'ils nous apportent, nous considérons les travaux manuels comme un élément de propagande politique. Nous avons conscience du fait que cette situation est provisoire et que nous devrons à nouveau livrer combat contre nos geôliers. Mais l'ampleur du mouvement de solidarité nous donne l'assurance que le gouvernement de Felipe Gonzales aura du mal à revenir aux anciens plans d'extermination. □

Octobre 1984,
Comuna Carlos Marx
des prisonniers politiques
du Pce(r) et des Grapo
de la prison de Soria

Les flics prennent la prison de Carabanchel d'assaut après une émeute, en 1977.



Une lutte révolutionnaire
dans les prisons « socialistes » d'Espagne

Bilan de deux années de luttes

En 1975, le régime entre en crise. Les anciennes formes du pouvoir fasciste ne sont plus aptes à contenir le mouvement révolutionnaire des masses. Le système politico-économique qui régit l'Espagne est sur le point d'échouer. Un « changement » devient nécessaire. Changer pour réussir la continuité, telle est l'essence de la réforme politique que la bourgeoisie monopoliste décide d'entreprendre après de longues hésitations.

Une lutte permanente

Les prisons sont pleines de prisonniers politiques. Les années de répression ayant été nombreuses, pour que la réforme ait des apparences de vérité, il devient nécessaire d'ouvrir les prisons. Mais le projet de réforme rencontrera encore pas mal d'opposants parmi les anciens partisans du régime, ce qui demandera de nouvelles luttes et d'importantes mobilisations populaires pour arracher les prisonniers politiques des prisons. Au début 1977, les prisonniers politiques sont libérés au compte-gouttes. Qui a pu oublier le gaspillage en propagande démagogique voulant montrer la foi démocratique à l'aide du don de l'amnistie, amnistie arrachée en réalité par le mouvement populaire ? Pourtant, l'amnistie ne fut pas générale. Bon nombre de prisonniers politiques demeurèrent en prison. Il s'agissait précisément des hommes et des femmes qui avaient combattu le fascisme avec le plus de résolution pour obtenir des vraies libertés démocratiques pendant la dernière période du régime antérieur à la réforme. Les militants du Pce(r) et des Grapo alors emprisonnés n'ont pas bénéficié de l'amnistie.

Mais, d'autre part, quelles garanties pouvait offrir cette amnistie partielle alors que le *corpus* légal et l'appareil répressif de l'Etat fasciste restaient intacts ? Il ne s'agissait que d'un simple geste politique montrant le vrai caractère fasciste de la réforme en cours. Tous les partis et les personnes de foi démocratique qui ont refusé de collaborer avec la perpétuation du système d'oppression et d'exploitation régnant allaient demeurer hors-la-loi. Pendant une journée seulement, en mai 1977, il n'y a pas eu de prisonniers d'Eta. Le lendemain de la libération du dernier prisonnier d'Eta, après l'amnistie, d'autres militants de cette organisation patriote rentraient dans les prisons. La « démocratie » commençait à donner ses fruits. Le dernier prisonnier de l'ancienne période est sorti de prison « par la grande porte », acclamé comme *gudari* [soldat en basque, Ndt] antifasciste, tandis que ceux qui commençaient à rentrer immédiatement après, pour les mêmes motifs que les précédents, étaient qualifiés de « terroristes », d'« ennemis de la démocratie », et blâmés par les partis de « gauche » récemment légalisés. Ceci n'est qu'un échantillon de la grande escroquerie impliquée dans l'ensemble

des « réformes » mises en place pendant cette période.

En effet, cette amnistie a montré de manière anticipée ce qui allait arriver. C'est une vieille astuce que de cacher la vérité et de la manipuler au moyen d'une propagande bien dirigée. Et ce gouvernement dispose de tous les moyens pour agir ainsi.

En accord total, le gouvernement et les partis de « gauche » se sont efforcés de faire croire que la démocratie était une chose sérieuse et qu'elle n'excluait que ceux qui la combattaient par des méthodes violentes. Il fallait donc la « consolider ». Cette campagne de propagande dirigée contre les vrais démocrates et menée au moment où les anciens phalangistes et leurs nouveaux collaborateurs continuent à appuyer leur action sur les lois organiques de l'Etat né du Dix-huit Juillet et sur l'appareil d'Etat créé à la seule fin d'opprimer et d'exploiter le peuple.

Terroristes, déstabilisateurs, agents au service d'intérêts étrangers, ennemis de la liberté, etc. ! Ce sont là les qualificatifs que nous devons supporter en permanence. On cherche à créer l'image d'assassins sans pitié, d'éléments marginaux et pleins de rancœur pour justifier la répression sans relâche exercée sur nous ainsi que sur toute velléité d'opposition réelle au régime fasciste qui subsiste. Pour le régime, il est question de s'armer moralement pendant qu'il réorganise son appareil répressif.

Il est donc clair que maintenant, tant pour le régime que pour l'opposition domestiquée, il n'y a pas de prisonniers politiques. Mais il n'y en a pas eu non plus lors de la longue étape précédant l'actuel régime. La nouveauté réside en ce que cette fois le gouvernement n'est pas seul à nier leur existence ; ceux-ci mêmes qui, peu avant, avaient payé par de longues années de prison le courage d'avoir demandé les mêmes libertés qu'ils rejettent aujourd'hui, le font également.

La lutte des prisonniers politiques démocratiques pour faire valoir leur statut comme tels dans les prisons de la « démocratie » sera l'objet de la première bataille d'importance livrée contre le gouvernement, les partis domestiqués et les autorités pénitentiaires. Au début, les prisonniers politiques ont été mis ensemble avec les prisonniers sociaux, et nous avons été traités comme des prisonniers de droit commun. Ce traitement permettait aux geôliers de polariser toute leur haine contre nous. Mais cette assimilation devait s'avérer peu bénéfique. En 1977, les prisons étaient en ébullition, le mécontentement et l'effervescence étaient généralisés. Les prisonniers sociaux commençaient leur lutte pour obtenir une remise de peine générale et l'établissement d'un régime pénitentiaire démocratique. Très rapidement commencèrent les mutineries. Les prisons espagnoles brûlaient. Dans ces émeutes, le rôle joué par les prisonniers politiques des Grapo et du Pce(r) fut important.

Le style de vie discipliné et organisé

pratiqué par les prisonniers politiques, leurs activités politiques, leur fermeté face aux geôliers et leur solidarité avec les prisonniers sociaux stimulent la lutte de ces derniers, les encouragent à tenir bon. Face au malaise existant, les prisonniers sociaux les plus représentatifs recherchent notre opinion et notre soutien. Il est évident que les prisonniers politiques constituent un sérieux obstacle à la répression du mouvement qui se prépare, et les autorités, qui perçoivent la contagion, s'apprêtent à prendre des mesures.

D'autre part, dans la rue, les gens n'acceptent pas la réforme démocratique. La loi antiterroriste et la répression du mouvement populaire font voir clair même aux plus naïfs. Le mouvement de solidarité avec les prisonniers politiques réapparaît. Les tentatives de dissoudre les comités pour l'amnistie sont vaines. En Galicie, à Madrid, en Andalousie et ailleurs sont créées des *Assemblées de parents et d'amis pour la libération des prisonniers politiques*. Les procès sont utilisés comme tribunes pour dénoncer la tromperie réformiste du régime et pour attirer l'attention sur l'existence de prisonniers politiques dans les prisons. Les premières manifestations de solidarité ont lieu. Les prisonniers politiques existent, c'est évident. Ils constituent une réalité qui accompagne toujours celle de régimes antipopulaires et répressifs, du type de celui qui persiste en Espagne. Et cette réalité ne peut plus être cachée, malgré la propagande, ni par le gouvernement ni par ses serviteurs.

C'est alors, à la fin 1977, que la réforme pénitentiaire est mise en place. Pour réussir, il a fallu étouffer, par des méthodes vraiment terroristes, le mécontentement et la lutte des prisonniers. La première mesure, prise en raison de l'échec lorsqu'on a voulu nous assimiler à des prisonniers de droit commun, et pour nous aiguillonner par crainte que notre lutte politique ne se répande et que le mouvement général dans les prisons n'acquière un caractère différent, est de transférer les prisonniers politiques dans des établissements spéciaux. Cette mesure implique la reconnaissance de notre qualité de prisonniers politiques, ainsi que l'échec de la tentative de nier cette différence.

Dans un premier temps, les prisonniers du Pce(r) et des Grapo sont concentrés dans la prison de Soria mais, postérieurement, le sort est le même pour d'autres prisonniers politiques qui commencent à nouveau à remplir les prisons. Soria, Zamora, Segovie, Puerto de Santa Maria et, plus tard, Herrera de la Mancha sont des prisons spécialement destinées à les accueillir. Ainsi, le régime pénitentiaire de la « démocratie » prend forme. Un régime qui, comme nous allons bientôt l'expérimenter, consiste en une alliance entre les pires éléments de l'ancien régime pénitentiaire (*brutalité et misère*) et les nouvelles techniques de torture et d'extermination déjà testées dans les prisons spéciales d'Irlande du Nord et d'Allemagne de l'Ouest en particulier.

Quels sont les principes de base de la réforme pénitentiaire en gestation ?

Avant toute chose, elle a besoin de liquider, par les moyens les plus violents, qui n'excluent ni la torture ni l'assassinat, les espoirs que les promesses démocratiques avaient répandu parmi les prisonniers sociaux. Et voici que le prisonnier politique anarchiste Agustín Rueda est battu à mort par les fonctionnaires de Carabanchel. La liste serait sans fin : des pendus, des brûlés, d'innombrables « suicides » et auto-agressions, jamais enquêtés ni éclaircis, des transferts nocturnes, des tabassages massifs, etc. La police et des éléments de dissuasion sont introduits dans les prisons en permanence. En réalité, ce sont eux qui commandent et contrôlent les prisons. Mais la répression seule ne suffit pas. Elle s'accompagne de l'introduction de grandes quantités de drogues et de la création de bandes de « durs », maniant le couteau ou pratiquant le viol, qui sont sous les ordres directs de la Direction des Etablissements Pénitentiaires et des fonctionnaires. Ainsi l'on combine la répression brutale avec la corruption en vue de décomposer le mouvement.

Le deuxième principe de la réforme est l'isolement total des prisonniers « à problèmes ». Le prisonnier est placé dans une cellule et privé de tout contact, que ce soit avec ses camarades, sa famille ou son avocat ; ses moindres mouvements sont contrôlés ; il est privé de journaux, de radio et de courrier. Dans ces conditions, le prisonnier se trouve sans aucune défense face à l'appareil répressif. On lui fait sentir son incapacité à se défendre ; on lui apprend par des coups l'idée de la soumission ; on le pousse, par l'humiliation et la peur, à la folie ou au suicide. Ce type d'isolement et de torture physique et psychique, méthodiquement appliqué, est une vraie nouveauté introduite dans le régime pénitentiaire par la « démocratie ».

Tout ceci se combine, en plus, avec un régime minutieusement étudié. La façade humanitaire adoptée pour présenter la réforme pénitentiaire cache la cruauté effrontée du système : des contrôles à l'entrée et à la sortie des cellules, l'obligation de marcher tête baissée et collé au mur, des « contrôles » nocturnes répétés, des séances de musique sélectionnée pour provoquer le déséquilibre psychique et, d'une manière générale, toutes sortes d'agressions et de vexations visant à saper la volonté et l'intégrité morale du prisonnier, à le faire obéir aveuglément à la moindre insinuation du fonctionnaire, jusqu'à le transformer en un déchet humain.

La conception humanitaire et la prétendue volonté de réinsérer socialement le prisonnier ne signifient que la destruction de sa personnalité et de son jugement. On comprend alors quel est le prototype de citoyen désiré par la classe dominante : quelqu'un qui accepte d'être exploité, obéissant, et qui collabore sans mot dire avec la répression.

La suppression de la peine capitale a été présentée comme le *summum* de la réforme pénitentiaire et comme la preuve éclatante de son esprit humanitaire.

A la lumière des résultats obtenus par la réforme et des conditions que nous devons supporter, nous ne pouvons conclure autrement qu'en disant que non seulement la peine de mort n'a pas été abolie en Espagne, mais qu'elle continue d'exister sous une nouvelle forme, plus cruelle, d'exécution plus lente et de caractère massif. La seule différence est que, maintenant, cette lente agonie peut être présentée comme un suicide, sans le vacarme des pelotons d'exécution. Ainsi, pour le régime, il ne s'agit pas d'un problème d'humanitarisme, mais d'efficacité politique.

Ainsi que l'a affirmé le Directeur Général des Etablissements Pénitentiaires, et de manière logique, il n'a pas été nécessaire d'épurer le corps des surveillants pour mettre en place cette réforme.

Bien au contraire, il a été renforcé d'une nouvelle promotion majoritairement composée d'éléments d'un net profil de droite. De nos jours, il n'est pas peu fréquent de trouver dans les prisons des surveillants qui se vantent d'appartenir à *Fuerza nueva* et qui font étalage, dans leur action, de leur idéologie nazie. Par contre, il a fallu construire tout un réseau de nouvelles prisons, conçues en fonction de la nouvelle loi pénitentiaire. Les anciennes ne sont plus utiles car elles permettent encore la vie en commun, l'accès aux cours, le travail, la détente, etc. Maintenant, on a besoin de prisons conçues pour maintenir le prisonnier dans l'isolement constant, dans des espaces très réduits, soumis à toutes sortes de pressions et de contrôles à l'aide de moyens techniques modernes de surveillance, tels que des circuits fermés de télévision, des micros et des magnétophones, etc. On a besoin, comme l'a déclaré M. Galavis¹, de « *boîtes en béton* » pour y ensevelir le prisonnier jusqu'à son anéantissement total.

La prison de Herrera de la Mancha est actuellement le centre pilote de la nouvelle loi pénitentiaire. Mais, apparemment, l'industrie des prisons devient à la mode : après la prison de Herrera de la Mancha, 12 autres établissements du même type ont commencé d'être bâtis, ce qui représente un coût de 5 328 millions de pesetas. En février 1980, la Direction Générale des Etablissements Pénitentiaires chiffrait ses besoins pour la construction de nouveaux bâtiments à 60 000 millions de plus.

Il est clair que pour réussir une telle réforme, le régime avait besoin d'individus tels que García Valdés² qui, depuis longtemps, spéculait dans les milieux démocratiques et légaux sur le besoin d'une vraie réforme pénitentiaire, réforme à laquelle on adossait généralement un projet de statut pour les prisonniers politiques. Mais, aussitôt désigné au poste de Directeur Général, García Valdés proclame sa volonté de respecter les principes de la réforme mise en place par Haddad³. Très vite, la réforme et ses exécutants seront dénoncés. Dans le cas de García Valdés, l'action des Grapo, qui devait échouer, n'a fait qu'accélérer l'échec de la politique pénitentiaire ; elle a démasqué, même parmi ceux qui depuis les rangs démocratiques l'avaient soutenu, la vraie personnalité de García Valdés.

Néanmoins, le gouvernement ne renonce pas à ses projets.

Au début 1978, le transfert des prisonniers politiques du Pce(r) et des Grapo à la prison de Soria marque le début de l'implantation de la nouvelle politique pénitentiaire, alors que celle-ci n'avait même pas encore été approuvée.

Ces premiers essais rencontrent une ferme résistance de la part des prisonniers politiques. A la suite de quelques accrochages, nous avons pu maintenir le régime de vie en commun. Malgré les restrictions imposées à notre communication, la censure de la presse, le vol systématique de la correspondance, etc., nous sommes parvenus à maintenir une vie organisée qui nous permet de réaliser quelques travaux manuels, de poursuivre nos études, d'organiser des activités culturelles et de stimuler le mouvement politique d'opposition à la réforme et de solidarité. Cette situation ne durera pas longtemps, car elle est en contradiction avec les projets conçus à notre égard. Le travail de mise en exécution repose alors sur la police politique. Toutes les trois ou quatre semaines, celle-ci arrive à l'improviste, prend possession de la prison, nous oblige à rester dans la cour pendant des heures sous la menace des armes. En-

tretemps, elle saccage nos cellules, détruit nos objets personnels, nous dépouille de notre courrier privé et des photos de famille, détruit nos travaux manuels, nos cahiers de notes, nos dessins, etc. Personne ne peut empêcher ces méfaits et aucune loi ne nous protège contre ces actes de vandalisme.

Mais la police ne se contente pas de ces actes de violence. Elle prétend maintenant disposer entièrement de nos personnes, nous soumettre à des « *interrogatoires* » et à la torture, sans fin. Connaissant ses méthodes, et face à la tentative d'emmener hors de prison un prisonnier des Grapo, nous nous sommes vus dans l'obligation de réaliser, en août 1978, une émeute, émeute étouffée par l'intervention de la police armée et des pompiers. Cette émeute allait servir comme prétexte pour appliquer le régime d'isolement, ce qui fut accompli plus tard à Herrera de la Mancha.

Les 26 prisonniers incarcérés alors dans cette prison ont eu recours à la grève de la faim. Les autorités ont dû désister de leur première tentative du fait de l'aggravation de l'état de santé de plusieurs prisonniers qui ont dû être hospitalisés après 26 jours de grève. Ce fut la première grève de la faim « *à tombeau ouvert* » que nous avons dû mener.

Entretemps, le nombre de prisonniers politiques continuait d'augmenter. A la fin 1978, on comptait plus de 150 patriotes incarcérés dans les prisons d'Euskadi. Il y en avait également en Galicie, à Madrid, Barcelone et Séville. Les conditions sont créées pour les concentrer dans les prisons qui leur sont spécialement destinées.

En une seule nuit, les prisonniers du Pce(r) et des Grapo furent transférés à la prison de Zamora, et plus de 100 prisonniers d'Eta, ainsi que d'autres patriotes basques, furent amenés d'Euskadi à Soria, au milieu d'un impressionnant déploiement militaire. De même, des prisonniers anarchistes, du Pce(i), d'Erat et d'autres organisations furent conduits à Ségovie. Ces trois établissements devinrent des lieux de réclusion exclusivement destinés aux prisonniers politiques. Il s'agit de la première mesure de caractère général visant à l'application du régime d'isolement. Maintenant, tous les prisonniers politiques se trouvent éloignés de leur lieu d'origine. La visite des parents et des avocats devient plus difficile et l'on y oppose toutes sortes d'empêchements et de restrictions. La communication est contrôlée ; la censure de la presse et du courrier devient plus sévère. De cette manière, les geôliers ont une plus grande liberté d'action.

Les prisons de Soria (Eta) et de Zamora (Pce(r) et Grapo) sont occupées en permanence par des compagnies de la réserve générale et de la police armée. Ces forces, armées jusqu'aux dents, surveillent chaque mouvement des prisonniers. L'espace habitable attribué aux prisonniers est réduit. Les heures de sortie en promenade sont diminuées ; un état de tension permanente est imposée, visant à créer un climat de terreur constante parmi les prisonniers. Ce climat est renforcé par les saccages systématiques pratiqués par la police politique. Voici un pas de plus dans le projet d'extermination que l'on désire implanter, cette fois sous la menace constante des mitrailleries. Les responsables directs de la conduction de ce projet sont le ministère de l'Intérieur et la police politique dont dépendent les directeurs des établissements pénitentiaires. Ci-dessous, nous reproduisons l'extrait d'un article paru le 21 juillet 1980 dans la revue *Punto y Hora*, et qui fait référence à la prison de Soria, afin de donner une idée sur la situation d'alors :

« *Les effectifs de la compagnie spéciale, armés jusqu'aux dents, prennent possession de la galerie. Les prisonniers s'enfuient de tous côtés, sans défense et affolés, et les effectifs de la compagnie, harangués par leur commandant et cou-*

teau en main, les massacrent là où ils les trouvent : dans les coins, les cellules, sous les lavabos, pendant qu'ils les insultent avec des expressions qui par leur contenu s'adressent à tout le peuple basque et mettent en évidence que ces prisonniers sont le symbole de ce qu'ils haïssent par dessus tout. Ils tirent à bout portant des balles en caoutchouc, avec une telle excitation que certaines, rebondissant dans le lieu étroit, vont blesser les policiers eux-mêmes. Ils font feu, ils cassent les crosses de leurs armes sur les corps des hommes. (...) La nuit tombe. A l'intérieur de la prison, et au milieu des prisonniers qui ne dorment pas, ils fêtent leur exploit. Ils boivent, crient, menacent et insultent, ils chantent. Le lendemain, les yeux tuméfiés des prisonniers liront sur les murs l'inscription fatidique : "Vive le Bataillon basque espagnol, la seule solution !" »

Seuls la lutte la plus résolue et le sacrifice de vies pouvaient stopper cette offensive terroriste du gouvernement et de ses corps de tortionnaires. Dans les prisons, les prisonniers politiques du Pce(r) et des Grapo sont prêts à employer la seule arme qui leur reste, la grève de la faim « *à tombeau ouvert* », jusqu'à la mort, pour pouvoir continuer à vivre comme des êtres humains. En une seule année, en 1979, nous avons fait trois grèves de la faim de plus de vingt jours pour l'amélioration des conditions de vie dans la prison de Zamora. La première, en janvier 1979, eut lieu peu après notre transfert de la prison de Soria ; la deuxième et la troisième en novembre et décembre de la même année. Ce n'est qu'ainsi que nous avons pu stabiliser une situation qui se détériorait de façon accélérée et qui, de toute évidence, conduisait au régime que nous avons dû subir par la suite, à Herrera de la Mancha. Il s'agissait de luttés pour la survie, dont les termes étaient les suivants : « *Pour vivre, il faut mourir* ».

Le 17 décembre 1979, cinq militants des Grapo s'évadent de la prison de Zamora. L'enthousiasme généré par cette courageuse action, menée dans les pires conditions imaginables, est général et est partagé par le peuple. Le gouvernement et ses forces de répression enragent. Ils lancent aussitôt une nouvelle campagne de calomnies et de mensonges et redoublent d'efforts pour présenter les prisonniers politiques comme des monstres, de dangereux assassins et des ennemis de la liberté et du peuple. Ceci prépare la dernière phase du programme destiné à imposer le nouveau régime pénitentiaire.

La grève de la faim de 1981

Après l'évasion de décembre de la prison de Zamora, le gouvernement se trouve en bonne position pour exécuter ses plans.

Le transfert à la prison de Herrera de la Mancha ne tarde pas. Profitant des fêtes de fin d'année, de la campagne calomnieuse de la presse, de la radio, etc., les prisonniers sont divisés en trois groupes dont l'un sera conduit à Puerto de Santa Maria, un second à Herrera de la Mancha, tandis que le troisième demeure à Zamora.

A leur arrivée à Herrera de la Mancha, les prisonniers sont introduits un à un dans les cellules d'isolement et roués de coups, sans explications. Le plan d'extermination est en marche. Dans cette prison, les dates de sortie n'existent pas. Le régime spécial d'isolement peut se prolonger indéfiniment ; la seule issue est de céder, de se soumettre aux coups et aux vexations, bref, de devenir des déchets humains.

Si nous cédions, l'essai aurait été une réussite, et le régime aurait pu être appliqué à tous les prisonniers politiques.

4. Le Bataillon basque espagnol est une création des services spéciaux espagnols. Spécialisé dans les exécutions de militants basques, il a précédé l'actuel Gal.

C'est le début d'un long et nouveau calvaire de protestations, de grèves de la faim et d'affrontements quotidiens avec les fonctionnaires, pendant deux ans. L'histoire de cette série de grèves peut se résumer à un affrontement continu entre les prisonniers et la Direction des établissements pénitentiaires. Lorsqu'il est clair que les grèves commencent à se répercuter dans la rue, les autorités font semblant de céder et font des concessions, concessions qui, quelques jours plus tard, après la fin des grèves, seront refusées. On donne les plus invraisemblables raisons pour justifier les coups, les sanctions et l'application progressive de normes humiliantes.

Il n'y a plus de doute que leur intention est de nous garder indéfiniment dans cette prison-cimetière, afin de nous anéantir petit à petit. Des grèves intermittentes de 15, 20 et 30 jours, avec de courtes périodes de récupération, sont maintenues. Néanmoins, en contrepartie de l'affaiblissement de nos forces physiques, nous avons obtenu quelque chose de très important, c'est d'avoir préservé notre dignité et sensibilisé progressivement l'opinion publique, déjà prédisposée contre Herrera de la Mancha par les dénonciations continuelles de la torture et des mauvais traitements faites par les avocats et les prisonniers sociaux. L'indignation des milieux populaires et démocratiques face à la situation existant à Herrera de la Mancha a atteint une ampleur telle que le gouvernement s'est vu contraint à jouer la comédie de la fameuse commission parlementaire qui nous a visité et a donné une version complètement fautive des conditions de vie dans le centre. Cette manœuvre était prévisible. La commission, constituée de parlementaires de l'Ucd, du Psoc, du Pce et d'Ee, rend alors un faux verdict qui conclut sur un manque de « *preuves* » en ce qui concerne la torture et les mauvais traitements. La commission a ainsi fidèlement accompli ce qu'on lui avait demandé, mais ses membres, représentants des partis de « *gauche* », garderont l'amer souvenir de leur dénonciation par les prisonniers politiques du Pce(r) et des Grapo. Les cris de « *traîtres* » et « *vendus* », qui ont raisonnés entre les murs des cours de Herrera de la Mancha, eurent un écho dans la presse.

Alors que la commission parlementaire fait des déclarations favorables au système de torture et d'extermination de Herrera de la Mancha, le masquant par un discours libéral, d'ordre et de discipline à l'intérieur de la prison, les dénonciations sur les mauvais traitements et les coups infligés aux prisonniers se succèdent devant le tribunal de Manzanara. Les grèves de la faim prennent une tournure dramatique.

Avec la légalisation du droit de grève, encore une nouveauté de la réforme, on tente de rendre celle-ci inoffensive. Avant tout, on essaie de lui enlever son contenu politique. Le prisonnier est totalement isolé, même par rapport à ses camarades. Ainsi, une fois ses forces physiques épuisées, on espère le voir renoncer volontairement à tout autre tentative de protester contre le système régnant dans les prisons. En d'autres termes, on anéantit lentement et silencieusement les prisonniers qui refusent de se soumettre à ce régime. L'avantage pour le gouvernement, et les geôliers d'un tel anéantissement est qu'il se produit de manière « *volontaire* » et, surtout, en silence. Nous avons analysé ces faits durant les courtes périodes où nous avons pu nous réunir. Nous avons conclu qu'il ne fallait pas tomber dans le piège de l'épuisement physique et moral qu'on nous tendait et dont la seule issue était l'ébranlement psychique ou la mort silencieuse. Il fallait choisir entre l'anéantissement dans le silence le plus total et la dénonciation de la situation. Cette dernière hypothèse impliquait la mort par grève de la faim.

1. Galavis était Directeur général des prisons en 1981.

2. García Valdés est le prédécesseur de Galavis au même poste.

3. Haddad fut Directeur général des prisons avant le précédent.

Il était absolument nécessaire de prendre une position ferme devant cette situation qui, sans aucun doute, allait être celle des prisonniers démocratiques et patriotes qui allaient nous succéder. Le choix draconien de la grève, forcé par la politique d'extermination du gouvernement, finit par échapper au contrôle de celui-ci. Postérieurement, cette situation l'obligera à interdire ce « droit » qu'il avait lui-même légalisé et à empêcher la réalisation de la grève à l'aide de mille tromperies dont nous parlerons plus loin.

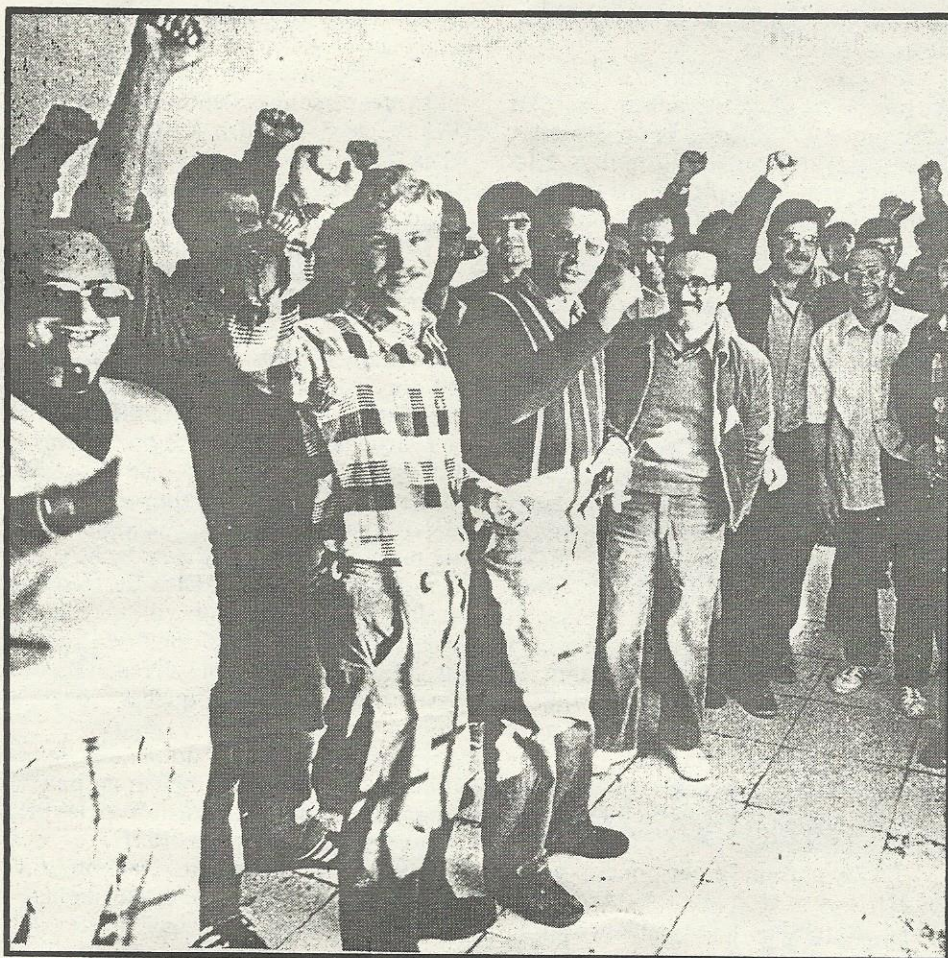
Le 14 janvier 1981, Xoaquín Vieites Santos et Pablo Fernández Billalabeitia, militants des Grapo emprisonnés à Herrera de la Mancha, se déclarent en grève de la faim, réclamant un mode de vie digne, et l'évacuation de tous les prisonniers politiques de cette prison. Un peu plus tard se joindront à eux des prisonniers du Pce (r) et des Grapo incarcérés dans d'autres établissements. Le 26 janvier, dans la prison de Yserias, se joignent à la grève Alicia Artímez Alvarez et Concepción Cruz Rojo, militantes de ces deux organisations.

La grève se propage aux prisons de Zamora, Puerto de Santa María et à d'autres centres pénitenciers.

Depuis la prison de Carabanchel, les prisonniers politiques du Pce(r) et des Grapo lancent un communiqué en ces termes : « Le 21 février, avec de nombreux camarades au bord de la mort, nous sommes parvenus à ébranler le régime criminel qui menaçait les prisonniers politiques des Grapo et du Pce(r) à Herrera de la Mancha. » Le communiqué mettait en garde contre les ruses de la Direction générale des établissements pénitenciers : « Nous nous attendons à toute sorte de faux arrangements de la part des geôliers, mais nous n'en serons pas dupes. Chaque fois qu'il sera question de nous appliquer des mesures humiliantes et de nous faire subir la torture, nous battrons le passage, le poing levé. »

Mais une fois de plus, les améliorations obtenues ne durèrent pas longtemps. Les autorités avaient estimé que cette fois, nous serions épuisés, ébranlés, et que nous ne pourrions pas entreprendre une nouvelle grève en un si court laps de temps. L'été approchait. De plus, ils comptaient avec la collaboration de la presse pour passer sous silence une éventuelle reprise de la grève, épuisant ainsi complètement nos énergies déjà affaiblies. Prévoyant cette manœuvre de la part de la Direction générale des établissements pénitenciers, et ayant compris que le moment était venu pour que plusieurs prisonniers politiques perdent leur vie afin que le gouvernement revienne sur sa politique criminelle, nous avons décidé d'attendre le moment propice sans nous laisser entraîner dans de nouvelles provocations pour éviter, au moins, de payer un prix excessif. Mais, comme il a été dit, le plan du gouvernement et de la Direction des établissements pénitenciers était décidé et, en quelques jours, le peu que nous avions obtenu à un si haut prix nous a été enlevé. En même temps, on essayait de nous faire accepter des normes que, jamais depuis notre arrivée dans cette prison, nous n'avions reconnues. Nos tentatives pour obtenir le respect des accords issus de la dernière grève en faisant appel à la raison, ont eu pour toute réponse des sanctions, avec de longues périodes d'isolement, souvent accompagnées de terribles tabassages.

Ainsi la grève devint à nouveau inévitable, dans des conditions très difficiles. Une situation semblable avait lieu à Zamora et à Puerto de Santa María. L'opinion des prisonniers politiques du Pce(r) et des Grapo incarcérés dans différentes prisons fut unanime : « Plusieurs camarades devront payer de leur vie pour que d'autres puissent continuer à vivre dignement. » Voici l'état d'esprit



Herrera de la Mancha.

recueilli par le journal Egin⁵ à partir d'une lettre envoyée par Victorino Diéguez Guerra, militant des Grapo, à sa famille.

A Herrera, on décide de faire une grève échelonnée de façon à pouvoir la prolonger au maximum et de la maintenir aussi longtemps que possible. Ceci vise à détruire l'intention du gouvernement de l'étouffer pendant l'été et à réduire le nombre de morts, fait déjà accepté comme inévitable.

La grève est lancée par Juan José Crespo Galende, le 14 mars 1981, et, le 11 avril, elle est reprise par Pablo Fernández Billalabeitia. Casimiro Xil Arauxo fait de même le 15 et Anxel Collazo Arauzo le 26 avril. Cette grève, lancée à Herrera de la Mancha, s'étend rapidement à d'autres prisons. A Yserias, Eva Alonso Arce et Mercedes Herranz Arcones partent en grève le 27 avril. Le 10 juin, ce sera María del Carmen López Anguita, pendant que d'autres s'y préparent. Cette fois, on exige des conditions de vie dignes et humaines dans les prisons et, comme revendication particulière, l'évacuation de Herrera de la Mancha. On exige que le pouvoir garantisse publiquement l'accomplissement de ces mesures. Cette fois, il n'y aura pas de marche arrière.

D'après l'expression de l'Inspecteur général des établissements pénitenciers, Tavera, homme de confiance et aux ordres directs de Rosón, ministre de l'Intérieur, cette grève est un « bras de fer » entre le gouvernement et les Grapo. La faute en incombe au gouvernement. Avec son attitude intransigeante, il a surpolitisé la grève. Plus loin, dans le rapport sur le mouvement de solidarité avec les grévistes, nous donnerons des éléments qui témoignent clairement des résultats néfastes de la politique criminelle du gouvernement.

Une relation complète de la grève serait trop longue. Il y a eu d'innombrables tromperies de la part du gouvernement, de petites batailles gagnées, jour après jour, par les grévistes, d'anecdotes exprimant une chaleur humaine rare dans d'autres circonstances (certaines seront rapportées plus tard par les grévistes eux-mêmes). Pour tous, nous allons faire un bilan en signalant les moments les plus critiques.

Crespo Galende, qui a lancé la grève, est transféré à Carabanchel, où il la continue, pour passer en jugement,

ceci malgré son état. Au quarantième jour, il est admis à l'hôpital pénitentiaire. Lors de la grève précédente, Pablo Fernández Billalabeitia avait été ramené de l'hôpital à la prison. Cette fois, on exige de la direction de Carabanchel qu'elle s'engage à ne pas ramener Crespo de l'hôpital à la prison afin de ne pas l'épuiser.

A l'hôpital, il est tout de suite isolé dans une cellule de punition et on défend à ses camarades de lui tenir compagnie. Cette interdiction s'étend aux médecins qui n'ont pas le droit de le visiter en dehors des heures de consultation. Les pressions subies par Crespo et par d'autres grévistes qui arrivent à l'hôpital, afin qu'ils arrêtent la grève, sont innombrables. Elles comprennent de violents tabassages. L'hôpital devient un commissariat.

En même temps, une campagne est lancée visant à la désinformation du public. Apparaissent alors des mensonges grossiers. Le Directeur de l'hôpital déclare à la radio que l'état de santé de Crespo est excellent et qu'il mange même des sucreries. Ce genre de déclarations se poursuit tout au long de la grève, même quelques jours avant le décès de Crespo.

Le 24 mai, Crespo Galende fait une déclaration où il réaffirme son intention d'aller jusqu'à la mort. Fernández Ordóñez, ministre de la Justice, répond que, « si c'est nécessaire, les grévistes seront nourris de force ! ». Le gouvernement a compris combien cette grève est dangereuse pour lui et il l'interdit. Les grévistes sont attachés sur leur lit et on leur injecte de force du sérum.

Par la presse (Europa Press), on apprendra qu'un groupe de psychologues donnent des conseils sur les méthodes à utiliser pour saboter la grève et persuader les grévistes d'y renoncer.

Comme il pense que l'eau qu'il boit est traitée avec des vitamines, Crespo commence une grève de la soif le 5 juin. D'autres grévistes sont isolés à l'hôpital pénitentiaire. Parmi eux, Pablo Fernández Billalabeitia, dont l'état devient critique.

Le 8 juin, Crespo est transféré à l'Unité de surveillance intensive (Uvi) de l'hôpital de la Paz. Il est dans le coma. Auparavant, il avait perdu connaissance à plusieurs reprises. Les médecins affirment que son état est très grave. Il est près de la mort. Malgré cela, le gouvernement dit ne pas craindre pour sa vie et va jusqu'à dire qu'il est en voie de guérison. A peine arrivé à la Paz, entouré

de policiers, on lui injecte du sérum de force et les médecins qui n'obéissent pas aux autorités sont menacés d'être accusés de « collaboration avec les terroristes ». Parmi le personnel de santé, les tensions et le malaise sont énormes. Dans un hôpital, on pratique la torture sur un être humain et, en le nourrissant de force, on prolonge son agonie.

La faiblesse du gouvernement devient évidente, et les divergences surviennent, dues aux nombreuses erreurs commises. Néanmoins, Rosón, ministre de l'Intérieur, continue à mener la lutte contre la grève. Pourtant, l'échec de ses méthodes est évident, alors que le soutien aux grévistes se développe dans des proportions qui n'étaient pas prévues par le pouvoir.

Le vendredi 19 juin, Juan José Crespo Galende meurt assassiné par le gouvernement. Un gouvernement qui n'a pas hésité à le torturer pendant son agonie et qui a interdit, même à sa famille et à ses avocats, de lui tenir compagnie à l'heure de sa mort.

Il s'agit du premier assassinat par grève de la faim dans l'histoire du pays. Mais la bataille continue avec plus d'acharnement. La réponse des prisonniers politiques du Pce(r) et des Grapo ne tarde pas : Fernando Hierro Chomón et Juan Garía Martín se mettent en grève en même temps qu'Isidoro Padín à Puerto de Santa María, pour remplacer Crespo.

Dorénavant, tous les prisonniers qui se joignent à la grève signent un document dans lequel ils déclarent refuser la visite médicale, l'administration de tout médicament et demandent que leur volonté de ne pas être hospitalisés, pour ne pas prolonger leur agonie par des moyens artificiels, soit respectée. Les prisonniers de Carabanchel obligent les responsables de l'établissement à signer ces documents et à reconnaître ainsi la volonté des grévistes. Nombreux sont déjà ceux dont l'état est critique : Pablo Fernández Billalabeitia, Casimiro Xil Arauxo, Anxel Collazo Arauxo, Enrique Cuadra Etxeandia, Andres Mencía Bartolomé, Dolores López Guillén... Certains en sont à leur 65^e jour de grève. Billalabeitia est transféré à l'Uvi de La Paz en état de pré-coma.

Le gouvernement a compris qu'il lui faut faire marche arrière, l'objectif de soumettre les prisonniers a échoué encore une fois. Mais il se permet de faire du marchandage et avec une fourberie criminelle, il envoie un médiateur en la personne d'Enrique De la Mata, ancien ministre de Franco et actuel président de la Croix Rouge. De la Mata montre aux grévistes un document contenant une série de normes amputées, plein de pièges et qui ne mentionne nullement l'évacuation d'Herrera de la Mancha. Pablo Fernández Billalabeitia, agonisant, rejette le document et réaffirme sa décision de ne pas abandonner la grève tant que l'évacuation de cet établissement d'extermination n'aura pas été accordée. Lorsque les prisonniers politiques du Pce(r) et des Grapo prennent connaissance de ce document, ils répondent en augmentant le nombre de grévistes : à Carabanchel, Laureano Ortega Urteaga et Francisco Martín Valero se mettent en grève.

Face à la manœuvre du gouvernement d'hospitaliser les grévistes en état grave à l'Uvi de La Paz et de leur injecter des médicaments pour prolonger leur agonie, les grévistes répondent que « chaque transfert sera suivi d'une nouvelle grève de la soif. Vous devrez nous transférer tous à l'Uvi ».

Le gouvernement ne peut pas risquer les conséquences d'un nouveau décès. Le soutien aux grévistes s'accroît au point de lui faire peur et il décide de chercher d'autres moyens pour parvenir à un accord.

Le 25 juin, la Direction générale des établissements pénitenciers reçoit les avocats des grévistes, reconnaissant ainsi qu'elle veut en finir avec la grève et

5. Egin est un journal de la gauche nationaliste basque.

qu'elle est prête à faire des concessions. La revendication essentielle est l'évacuation d'Herrera de la Mancha avec des garanties établies publiquement par le gouvernement. Ceci est accepté, ainsi qu'un régime digne qui sera appliqué dans tous les centres et à tous les détenus. Le document est signé par Galavis, Directeur général des établissements pénitentiaires. En même temps, et comme les grévistes l'avaient exigé, la Direction des prisons affirme par l'intermédiaire de la radio et de la presse que les prisonniers politiques du Pce(r) et des Grapo incarcérés à Herrera de la Mancha resteront dans cette prison pendant un délai maximal de six mois, pour être regroupés par la suite dans un autre établissement⁶.

Le coût a été élevé : la vie d'un camarade et des séquelles graves, sans espoir d'amélioration, pour d'autres. Par contre le plan d'extermination du gouvernement a échoué.

Les grévistes et le peuple qui les a soutenu ont gagné la bataille. Nous savons pourtant que ce n'est pas la dernière. Tant qu'il y aura des prisonniers politiques et que le régime fasciste subsistera, ce dernier ne renoncera pas nous exterminer en essayant de nous soumettre à un traitement inhumain. Mais le recul du gouvernement est important et sa fin est plus proche.

Nous allons faire un compte-rendu sur le mouvement de solidarité avec cette lutte longue et déterminée. Nous pensons que ce rapport peut, mieux que toute autre chose, montrer combien le peuple a une attitude ouverte et solidaire avec le mouvement révolutionnaire de lutte armée.

Le mouvement de soutien et de solidarité avec la grève

Il convient de souligner l'importance du mouvement de solidarité suscité par la grève et qui l'a soutenue pendant toute sa durée.

Il est bien connu qu'une grève de la faim menée dans l'isolement d'une prison — et pire encore si l'on considère les conditions qui sont les nôtres — est perdue d'avance si elle ne compte pas avec le soutien et la solidarité des masses ouvrières et populaires. Ceci d'autant plus qu'il s'agit des prisonniers des deux organisations qui, pendant les dernières années, ont été la cible de la plus importante campagne de calomnies et de désinformation dont on ait mémoire, menée par le gouvernement et la « gauche » officielle. Il paraît logique de supposer que, cette fois, le pouvoir s'attendait à voir la grève s'épuiser d'elle-même.

Pourtant, les faits sont là pour anéantir les desseins du gouvernement et de ses laquais de « gauche » : des manifestations qui ont rassemblé des milliers de personnes, le soutien de la gauche non-parlementaire, d'associations de professionnels, de personnalités démocratiques et des médias indépendants, soutien permanent depuis le début de la grève et qui a brisé la campagne de silence et de discrédit que le gouvernement et sa suite ont voulu imposer pour l'étouffer.

C'est en Euskadi que le soutien à la grève a recouvert les formes les plus massives et radicales. Les raisons en sont les caractéristiques très particulières du peuple basque : sa tradition et l'existence d'organisations nées d'une longue lutte antirépressive, plus de 400 prisonniers politiques, la participation à la grève de plusieurs grévistes basques militants du Pce(r) et des Grapo, etc. Déjà, depuis février, la commission pour l'amnistie réalisait, sans interruption, des campagnes d'affichage et d'information. En Galicie et à Madrid, l'Assemblée des familles et des amis des prisonniers politiques (Afapp) mène une intense activité pour

dénoncer les conditions de vie des prisonniers politiques.

Le 28 avril, une manifestation avec des pancartes a lieu devant le Consulat britannique de Bilbao, pour protester contre la situation des prisonniers d'Irlande du Nord, d'Allemagne occidentale, de France et d'Espagne. Parmi les slogans, certains faisaient référence à Bobby Sand et aux prisonniers du Pce(r) et des Grapo. Plus tard, des parents de prisonniers et des membres des *Commissions pour l'amnistie* voyageaient à Madrid et s'enchaînaient à l'intérieur du ministère de la Justice, pour les mêmes revendications. Plusieurs arrestations eurent lieu. Le 1^{er} juin, des membres de l'*Asamblea para ceibar os presos galegos* (Acpg)⁷ s'enferment dans le Consulat français à Vigo.

Le 23 mai, une importante manifestation parcourt les rues de San Sebastian et bloque la circulation en plusieurs points. Une autre se déroule dans la vieille ville. Les manifestants expriment leur solidarité avec Crespo Galende et ses camarades en grève de la faim. La presse remarquera la violence particulière avec laquelle la police antiémeutes a réprimé ces manifestations.

Le 29, plus de 50 personnes portant des affiches se réunissent à l'Arenal de Bilbao, en réponse à l'appel lancé par la *Commission pour l'amnistie* de Vizcaya

pour empêcher toute manifestation (la presse fasciste parlait du « peu d'écho » obtenu par les manifestants).

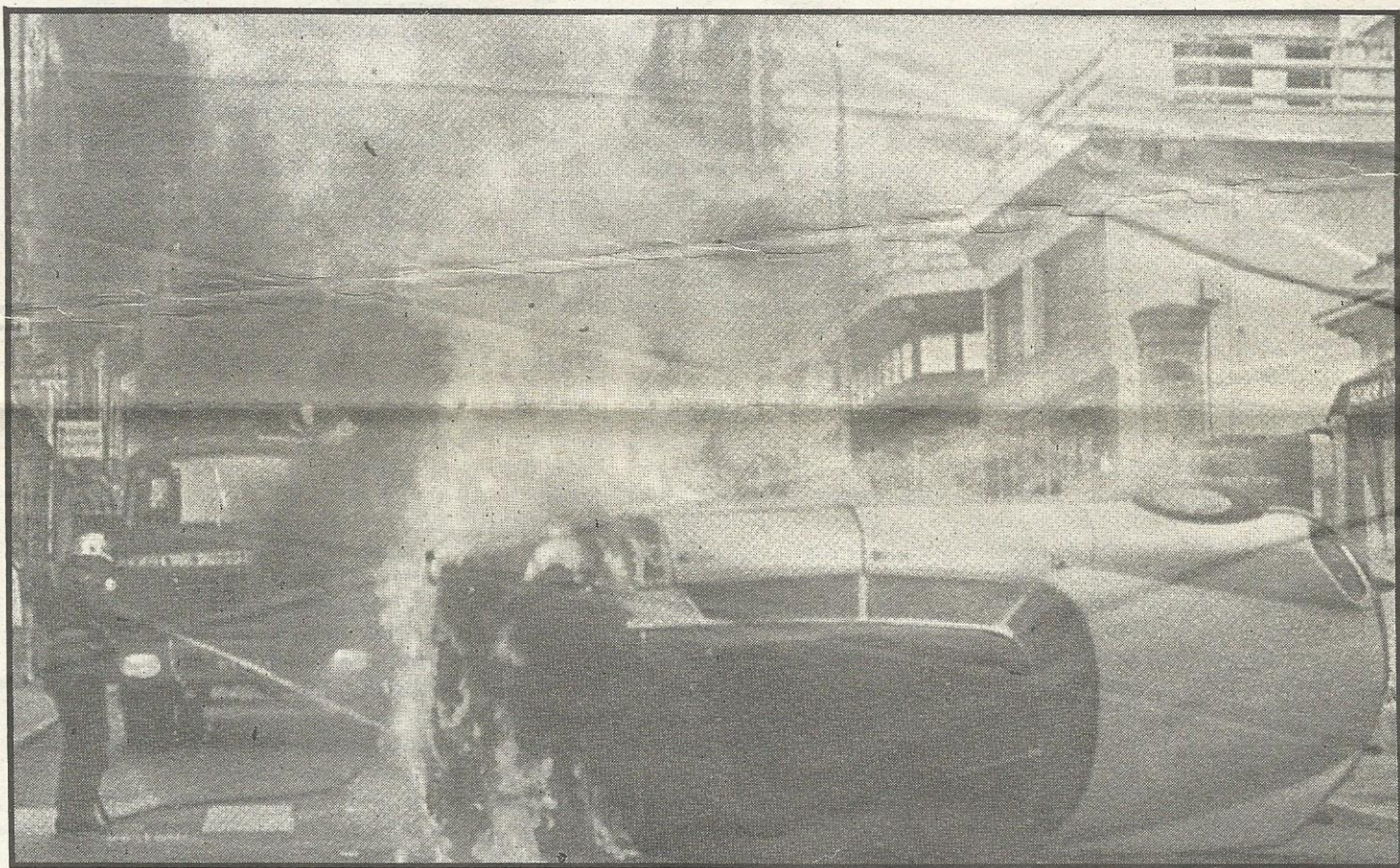
A Hernani, une assemblée qui réunit plus de 1 000 personnes a lieu, où l'on parle de la lutte menée par Crespo et ses camarades ainsi que des idées des Grapo. A Ondarroa et Renteria, d'autres rassemblements finissent par des manifestations. Les manifestants crient des slogans tels que : « Crespo, anaia gogoan zaitugu » (« Crespo, frère, nous sommes avec toi ») ou « Crespo, gudari, herria hirekin » (« Crespo, soldat, le peuple est avec toi »). Il y a eu également de nombreux appels à manifester (Renteria, Pampelune, Bilbao, etc.) et à participer à l'enterrement de Crespo à Las Carreras (Vizcaya), sa ville natale.

Le mouvement de soutien et de solidarité s'amplifie après le décès de Crespo Gallende. Les organisations démocratiques intensifient leur activité. Le 19 juin, jour où la nouvelle du décès a été connue, il y a eu des manifestations à Portugalete et Mondragon. Bilbao a été assiégée par les forces de la répression. Mais le 20, les commissions et les partis abertzales de gauche appellent à manifester dans toute Euskadi. A Almeria, Albacete, Lugo, Alcalá de Henares et dans nombre d'autres villes, des affiches sont collées qui parlent de la grève de la faim et qui exigent l'acceptation des revendications pour lesquelles Crespo a donné sa vie.

Le gouvernement donne des signes d'inquiétude devant l'ampleur croissante du mouvement de solidarité avec les prisonniers politiques du Pce(r) et des Grapo en grève de la faim. Dans les principales villes d'Euskadi, et particulièrement à Bilbao et San Sebastian, un très fort appareil policier est mis en place

Le 27 juin, l'enterrement de Crespo a lieu. Le peuple entier est présent dans une impressionnante démonstration de deuil. A Las Carreras, la grève est totale. Le fourgon funéraire est recouvert de couronnes et le cercueil du drapeau de la République populaire. Une « *ikurrina* »¹⁰ et le drapeau du Pce(r) présidaient la manifestation. Sur une pancarte portée par des gens du quartier, on lisait : « Crespo, mort pour la liberté de son peuple ». Tout s'est déroulé selon les dernières volontés de Crespo. Il y a eu des « *dantzarias* »¹¹ et des airs de « *txistu* »¹² durant le parcours. Les manifestants ont crié à plusieurs reprises les slogans « *presoak kalera* » (« les prisonniers dans la rue », en langue basque) et « *arrétez les assassinats* », ainsi que d'autres en soutien à Eta et aux Grapo. Un membre de la *Commission pour l'amnistie* a adressé quelques paroles à l'assistance où il soulignait les qualités humaines et de militant révolutionnaire de Crespo Galende, démontrées par l'acte héroïque de sa mort. S'adressant aux autres grévistes, il conclut ainsi : « *ce qui adviendra dépend de nous, car seule notre lutte peut arrêter le gouvernement* ». Pour clore la cérémonie on a chanté l'*Eusko Gudariak* et l'*Internationale*.

A partir de cet instant le mouvement de solidarité avec les grévistes s'accroît



Violents affrontements au Pays basque à la suite d'une opération du Gal.

et les partis abertzales⁸ de gauche. En même temps, les ouvriers de la section réparations des Hauts Fourneaux de Vizcaya publient un communiqué où ils manifestent leur appui aux revendications des grévistes (parmi lesquels se trouve un de leurs camarades, Enrique Cuadra Etxeandia) et lancent un appel à la mobilisation de tous les travailleurs.

Le 6 juin, le journal *Egin* publie un communiqué émis par les prisonniers en grève du Pce(r) et des Grapo où ceux-ci remercient de l'aide qu'ils reçoivent, en particulier du peuple basque, et rappellent le besoin de continuer et d'accroître la solidarité populaire et de la presse indépendante, vraiment démocratique. Dans le même journal, les prisonniers d'Eta (m) publient un communiqué en ces termes : « Nous avons conscience de la possibilité de devenir les victimes d'une situation semblable à celle subie par nos camarades » et, plus loin, « nous lançons un appel au peuple des travailleurs basques pour que celui-ci soutienne toutes les revendications concernant la

pour empêcher toute manifestation (la presse fasciste parlait du « peu d'écho » obtenu par les manifestants). A Hernani, une assemblée qui réunit plus de 1 000 personnes a lieu, où l'on parle de la lutte menée par Crespo et ses camarades ainsi que des idées des Grapo. A Ondarroa et Renteria, d'autres rassemblements finissent par des manifestations. Les manifestants crient des slogans tels que : « Crespo, anaia gogoan zaitugu » (« Crespo, frère, nous sommes avec toi ») ou « Crespo, gudari, herria hirekin » (« Crespo, soldat, le peuple est avec toi »). Il y a eu également de nombreux appels à manifester (Renteria, Pampelune, Bilbao, etc.) et à participer à l'enterrement de Crespo à Las Carreras (Vizcaya), sa ville natale.

Les prisonnières d'Eta et du mouvement indépendantiste incarcérées à Yserias publient une lettre où elles « *condamnent énergiquement le gouvernement en tant que seul responsable de la mort de Juan José Crespo Galende...* ».

et s'étend. A Vigo, où quelques emprisonnements avaient déjà eu lieu, ainsi que des assemblées et des manifestations, les affrontements se succèdent quotidiennement en réponse aux appels de l'Acpg. A Cadix, un emprisonnement a lieu dans les locaux d'une association de quartier. La police expulse violemment les participants. Une autre manifestation, le 14, compte la participation de plusieurs représentants d'organisations démocratiques et antifascistes. Le 23, à Bilbao, des affrontements avec des barricades ont lieu. Pendant la fête d'Eibar, une manifestation se déroule où l'on crie, parmi d'autres, les slogans « *presoak kalera* », « *Crespo, gogoan zaitugu* » (« Crespo, nous sommes avec toi »), ainsi que d'autres en faveur d'Eta(m).

A Madrid, où des centaines d'inscriptions couvraient les murs et où l'on avait distribué des tracts de soutien à la grève (certains non signés), lorsque l'on a appris la mort de Crespo, nombre de fêtes qui se déroulaient dans les quartiers périphériques ont été interrompues pour

6. Ce qui aura lieu vers la fin octobre 1983.

7. Assemblée pour la libération des prisonniers galiciens.

8. Les « *abertzales* » sont les patriotes, en langue basque.

9. « *Gudari* » est un mot basque qui signifie soldat, en l'occurrence soldat du peuple.

10. L'*Ikurrina* est le drapeau national d'Euskadi.

11. Les « *dantzarias* » sont des danses basques.

12. Hymne de la résistance basque.

expliquer les motifs de la grève et appeler au soutien et à la solidarité avec les grévistes.

Le 5 juillet, plus de 50 000 personnes se rassemblent à Casa de Camp, à l'occasion du Festival anti-Otan. Lors de son déroulement, le chanteur basque Imanol parle de la grève de la faim et demande de soutenir les grévistes. La réponse fut une énorme ovation ; les gens criaient des slogans en faveur de l'amnistie générale et de solidarité avec les prisonniers en grève. Lors de la concentration, on a distribué des tracts et on a effectué une collecte pour aider les prisonniers politiques. A Madrid, un rassemblement eut lieu le 21 à l'Olimpia, convoqué par le *Mouvement communiste* (Mc), la *Ligue communiste révolutionnaire* (Lcr), l'*Association des Familles et des amis des Prisonniers Politiques* (Afapp) et d'autres organisations démocratiques, en solidarité avec la grève de la faim. Les orateurs (des avocats des prisonniers politiques et des membres des partis mentionnés) ont souligné le besoin d'amplifier le mouvement populaire de soutien aux grévistes. « *Il ne dépend que de nous que Crespo soit le dernier mort et d'éviter d'autres décès* ». On a répété des phrases comme celle-ci. De nombreux tracts expliquant les raisons et la signification de la grève furent distribués. Pour clôturer ce rassemblement, on a donné lecture des nombreuses adhésions aux différents partis et organisations démocratiques et également d'un télégramme du Parti communiste espagnol (reconstitué).

Le 10 juillet, les travailleurs des Hauts Fourneaux de Vizcaya et de la Centrale Nucléaire de Lemoniz, publieront des communiqués de soutien aux grévistes.

Quelques jours après la fin de la grève, un rassemblement eut lieu à Vigo où les avocats des grévistes exposèrent le déroulement de celle-ci et ses résultats. Dans une ambiance de grande joie, les participants (plusieurs centaines) manifestèrent leur soutien à la lutte des prisonniers. Le 25 juillet, (fête nationale galicienne), quelques 15 000 personnes ont manifesté à Santiago de Compostela pour soutenir les prisonniers et demander l'amnistie générale. La presse qualifia cette manifestation de « *A manifestación pola amnistía* » (« la manifestation pour l'amnistie »).

Au sein de ce vaste mouvement populaire et en opposition avec l'attitude de la « gauche » officielle, complice par son silence de la politique fasciste du gouvernement, il faut remarquer l'action menée par certains partis de la gauche non-parlementaire qui, tel le *Mouvement communiste*, n'ont jamais cessé de dénoncer la torture physique et psychique appliquée aux prisonniers ni de soutenir les revendications des grévistes. En Euskadi, des groupes *rupturistes* tels qu'*Herri Batasuna* [organisation publique basque, proche d'Eta(m), Ndt], la Lki, la Laia, le Lab etc., ont émis des communiqués de solidarité et ont présenté des motions au niveau des assemblées municipales demandant que les grévistes soient considérés comme des « *personnes à respecter* ». Ils ont également manifesté leur soutien à la grève par des rassemblements et des manifestations. Il faut souligner que le 4 juin, *Euskadiko eskerra* a demandé au Parlement basque d'étudier la situation des prisonniers du Pce(r) et des Grapo, avec l'appui des 500 signatures de gens du quartier de Las Carreras. Néanmoins, la pression populaire était telle que dans certaines mairies, les carrillistes [membres du parti de Santiago Carrillo, dirigeant du Pc révisionniste espagnol, Ndt] se virent dans l'obligation de signer ces pétitions.

Lorsque la mort de Crespo Gallende survint, le mouvement de solidarité s'accroît et s'étend au pays entier. De nombreux partis et organisations de gauche appellent à manifester et à partici-

per aux funérailles. La presse publie plusieurs hommages à Crespo, signés par les Commissions, *Herri Batasuna*, le Pce(r), etc.

En ce qui concerne les professionnels, il faut remarquer l'attitude du personnel de la Cité sanitaire de La Paz. Il fait face aux autorités et refuse de nourrir les grévistes contre leur volonté. Cette attitude ne sera abandonnée que lorsque le personnel est menacé d'être jugé pour « *collaboration avec le terrorisme* ». On interdit au personnel sanitaire de communiquer avec les grévistes sur tout autre sujet que leur état de santé. Le 7 juillet, le *Groupe médical basque contre la torture* proteste contre ce qu'il qualifie d'attentat à l'éthique professionnelle de la part de ses collègues madriléens qui cèdent devant les pressions du gouvernement. De son côté, dans des déclarations parues dans la presse, le *Collège de médecins* de Madrid reconnaît le droit des grévistes et fait référence aux conventions internationale sur ce point. La direction du *Groupe des jeunes avocats* de Madrid envoie au ministère de la Justice des télégrammes critiquant les conditions de détention des prisonniers politiques espagnols (quelques jours auparavant le collège d'avocats de Vizcaya avait fait une demande similaire). De nombreux intellectuels et artistes parmi lesquels Sastre, Eva Forest, Alfonso Grosso, Lola Gaos, etc., expriment également leur solidarité et leur soutien par des déclarations, des articles et par leur participation à des initiatives.

Comme nous l'avons vu, le plan du

gouvernement de passer la grève sous silence a échoué. Cet échec est partagé par la presse et la radio officielle, ainsi que par d'autres media qui se veulent progressistes et démocratiques sans le mériter, tels que la revue *Interviú*. Cette dernière disposait d'un reportage et de matériel photographique qu'elle n'a jamais publiés. De plus, elle devient le porte-parole du gouvernement lorsqu'elle fait de la publicité à une rumeur dont le contenu était : « *Même si tous les prisonniers en grève devaient mourir, nous n'accepterions pas leurs revendications* ». »

Le lendemain de la mort de Crespo, lorsque le mouvement de solidarité avec les prisonniers politiques atteint son point culminant avec des manifestations et des affrontements avec la police, *Diario 16*, modèle et guide de la presse vénales, réactionnaire et jaune, intitule son éditorial « *Il est mort comme un dieu* ». En couverture, il publie la photo de Crespo sous le titre « *Une mort absurde* ». Ya, journal qui partage avec le précédent l'art de falsifier les nouvelles et de répandre la calomnie, rectifie cette opinion avec un autre éditorial ayant pour titre « *Qu'est ce qui se passe ?* », où il ne peut pas cacher son inquiétude et son indignation devant le mouvement généralisé de soutien aux grévistes.

Les démonstrations de soutien et de solidarité sont très nombreuses (nous n'avons mentionné que celles qui, à notre connaissance, furent les plus importantes) pendant toute la durée de la

grève, non seulement en Espagne mais aussi à l'étranger, en Europe en particulier. En France furent créés des comités de soutien aux grévistes et les médias ont informé l'opinion publique en permanence. Le premier surpris par ce vaste mouvement fut le gouvernement. Jour après jour, il a pu constater que sa politique de répression et de torture et son attitude intransigeante face aux justes revendications des prisonniers politiques, au lieu de réussir à isoler la grève et à la passer sous silence, n'ont fait qu'exciter les médias et mettre en évidence et tourner en ridicule les ruses visant à la désinformation du public. Avec le temps, les démonstrations de solidarité se multipliaient et brisaient le cercle policier. Ainsi, le gouvernement n'a pas pu éviter que les grèves des prisonniers politiques d'Irlande du Nord et d'Espagne soient mises en rapport, sous le signe de la liberté et de la justice.

Finalement, la grève a remis en question la réforme du système pénitentiaire d'Espagne et l'a blessé à mort. Le prestige et l'influence des organisations révolutionnaires qui s'opposent de manière résolue à la politique générale du régime se sont accrus. En même temps, le mouvement de résistance a gagné un soutien populaire plus vaste et plus actif.

Le gouvernement, a dû capituler, mais lorsqu'il l'a fait, c'était déjà trop tard. □

Les prisonniers politiques
du Pce(r) et des Grapo

France 1984, le réformisme se fait réaction (suite de la page 20)

technologique de l'appareil productif et, qu'en conséquence, les ouvriers doivent l'accepter comme un mal nécessaire et transitoire, dont ils pourront bénéficier des bienfaits lorsqu'il sera passé. Par ce discours, le Pcf mystifie le débouché réel vers lequel mène la restructuration : une accélération catastrophique vers la guerre impérialiste. En attendant, en faisant une telle propagande autour de « *produisons français* », il prête main-forte au chauvinisme renaissant, et donc à l'œuvre de division de la classe ouvrière, en acceptant dans les faits de faire retomber le coût de la restructuration sur les Immigrés.

L'attaque menée contre la classe ouvrière ne vise pas seulement à en briser la résistance, mais aussi à la contraindre à reculer sur des conquêtes déjà stabilisées sur le plan économico-social, comme c'est le cas avec la réduction progressive des allocations-chômage et, plus généralement, avec le remaniement de toutes les formes de salaires indirect.

Sur le plan politique, cette attaque prend la forme d'une intervention répressive de l'ensemble de l'appareil juridico-militaire là où s'exprime à un niveau direct et organisé l'antagonisme de la classe et de ses avant-gardes (Lorraine, Talbot, Flnc, Guadeloupe, Action directe, Armée révolutionnaire bretonne) afin que ne voient le jour ni le programme et l'organisation révolutionnaires, ni l'organisation autonome des masses, ni, surtout, la soudure entre ces deux moments.

Plus généralement, c'est tout le territoire qui est militarisé avec les contrôles d'identités et l'ilotage policier dans les quartiers populaires.

Au moment où se développe cette politique contre révolutionnaire contre les avant-gardes communistes face à la menace de la révolution prolétaire, la

France dépasse aussi en matière de réfugiés politiques les ambiguïtés et la démagogie qui l'avaient jusqu'à maintenant caractérisée. Cela va de pair avec un processus d'intégration juridique au niveau européen, qui avance indépendamment des contradictions économiques qui peuvent exister entre les différents pays.

Au contraire, sur le terrain de la reformulation de l'« *espace juridique européen* », la France se trouve parmi les protagonistes les plus consciencieux dans l'optique de la collaboration contre-révolutionnaire des Etats impérialistes contre l'ennemi commun : les avant-gardes communistes du mouvement de classe. Et elle s'emploie en ce sens par la signature de l'accord de collaboration avec le gouvernement espagnol pour l'extradition et l'expulsion des réfugiés basques. En ce sens, elle déclanche la rafle et les assignations à résidence, en juin dernier, contre une trentaine de réfugiés italiens, basques, allemands, etc., en hommage à la visite du bienvenu Reagan. En ce sens, les tribunaux de la région basque française commencent à prononcer des sentences favorables à l'extradition des réfugiés basques [ce texte a été rédigé en août, donc bien avant les récentes extraditions effectuées par le gouvernement Fabius, Ndt].

C'est dans la même optique que nous situons le traitement réservé au camarade Gianni Di Giuseppe, militant communiste italien, arrêté par la police française armes au poing le 14 juin dernier, à Paris. Face aux tentatives de la magistrature française de le criminaliser en le poursuivant pour des délits de droit commun et aux promesses de liberté en échange de sa collaboration qui lui ont été faites en sous-main par des agents du gouvernement, ce camarade a revendiqué son identité de communiste en dénonçant rapidement ces promesses et en

démasquant la politique réelle de l'Etat français par rapport aux avant-gardes de classe, contre lesquelles, en plus de l'anéantissement politique direct, est aussi mené un projet de dissociation et de désolidarisation, dans la tentative de diviser ces mêmes avant-gardes et de frapper plus profondément la conscience de classe.

Qui aujourd'hui ne voit pas et ne veut pas voir cette politique contre-révolutionnaire se fait le complice direct de l'œuvre de division de la classe et de répression de l'antagonisme. Il en assume par conséquent toute les responsabilités. Le combat politique contre de telles positions d'asservissement à l'Etat s'insère dans un combat plus général pour le renforcement du mouvement révolutionnaire.

Il s'agit de démasquer et de délégitimer l'Etat qui, en jugeant et en extradant ou expulsant le camarade Di Giuseppe, en fait un moment de l'attaque plus générale contre les luttes et les expressions les plus conscientes du prolétariat et de ses avant-gardes communistes.

En ce sens, le camarade Di Giuseppe nous donne lui-même une indication pratique des termes dans lesquels les communistes se situent face à l'Etat. Pour les communistes, il s'agit, en plus de travailler au développement de l'autonomie de la classe sur le terrain de la lutte contre la restructuration pour la guerre impérialiste, de se doter des instruments de la politique révolutionnaire pour organiser les masses sur le terrain stratégique de la prise du pouvoir politique, et d'édifier l'unité internationaliste entre les peuples opprimés en lutte contre l'impérialisme et le prolétariat révolutionnaire des métropoles.

**Liberté
pour le camarade Di Giuseppe,
pour tous les révolutionnaires
et communistes emprisonnés !
Liberté pour tous les prolétaires
prisonniers !** □

Août 1984,
Pour la révolution prolétaire
Quelques communistes italiens
en France

Sur le front des prisons

Dans le cadre du *Front des prisons*, et étant donné l'existence de nombreux prisonniers révolutionnaires dans les taules de France, il nous a semblé essentiel de contribuer, au sein du journal, à la réflexion sur les formes que prend, que peut prendre, que doit prendre, la lutte sur ce front en publiant les analyses et les informations produites par les prisonniers et les organisations sur leurs luttes. Ce d'autant plus que le journal est lu par des prisonniers politiques dans tous les pays et qu'ils peuvent donc par là enrichir et confronter leurs expériences.

La lutte dans les prisons prend des formes diverses adaptées aux conditions mêmes du combat : si la lutte pour le regroupement est commun à la plupart des prisonniers politiques, la lutte pour l'amnistie ou le statut spécial se développe en fonction des possibilités et des nécessités réelles, pratiques, existant dans les différents pays, il en est de même du rapport à l'ensemble du prolétariat emprisonné.

La question de la stratégie de lutte des révolutionnaires emprisonnés a été posée à des prisonniers, des groupes et organisations révolutionnaires. Parmi les réponses, celle des militants du Pce(r) et des Grapo que nous avons publié dans les pages précédentes.

Mais le choix des militants se lit aussi dans leur action. C'est pourquoi nous donnons une réponse par la pratique en informant sur la grève menée par 5 militants révolutionnaires, Helyette Bess, Claude et Nicolas Halfen, Régis Schleider, membres d'Action Directe et Vincenzo Spano. Une grève de 38 jours menée pour lutter contre l'isolement et pour le regroupement et qui a débouché sur un vaste mouvement de solidarité et de protestation dans l'ensemble des prisons, impliquant plusieurs centaines de prisonniers.

A propos de la lutte pour le regroupement

Développer le front de lutte en prison

Le 15 septembre 1984, quatre membres d'Action Directe et Vincenzo Spano ont entamé une grève de la faim.

Leurs revendications principales :

- **lutter contre l'isolement** tel qu'il est pratiqué contre tout prisonnier qui se rebelle, et donc systématiquement contre tout prisonnier révolutionnaire qui continue son combat.

- **lutter pour le regroupement**, revendication fondamentale de la plupart des prisonniers en Europe, qui doivent arracher à l'Etat la possibilité de maintenir le processus collectif de conscience et de pratique révolutionnaires qui constitue la base même de l'action politique ;

Depuis leurs arrestations, c'est-à-dire pour Vincenzo Spano depuis plus de huit mois, ces prisonniers étaient isolés de l'extérieur — refus de toute visite de camarades et même des parents, censure et retard du courrier — et isolés les uns des autres, et, pour certains, comme Régis Schleicher, de tous les prisonniers. Cet isolement est le statut spécial réservé à tout militant organisé à partir du moment où l'Etat craint la volonté collective de lutte qu'il manifeste par sa revendication organisationnelle.

Le recours à la grève de la faim apparaît alors comme la volonté et la con-

viction qu'il est possible de faire céder l'Etat et d'obtenir de celui-ci la satisfaction de la revendication.

En 1981 déjà, une grève de la faim avait été menée par les prisonniers politiques et, en particulier, par les militants d'Action Directe pour contraindre le pouvoir à libérer les prisonniers révolutionnaires. Elle correspondait à la conscience qu'il était possible d'utiliser les contradictions au niveau idéologique de la social-démocratie, et donc de poser la revendication de l'amnistie comme nécessaire et possible, et d'en obtenir la satisfaction. Ce qui fut le cas.

Depuis le pouvoir a dû renoncer à tout faux-semblant. Son assujettissement total à la politique capitaliste dont il est l'instrument :

- restructuration économique brutale marquée par les licenciements massifs réalisés dans la sidérurgie et prévus dans l'automobile (70 000 licenciements d'ici quatre ans selon le rapport du Pdg de *Loréal* Dalle) ;
- intégration au système de défense politique, militaire et économique de l'Otan et avancée du projet d'unification européenne dans le cadre atlantiste ;
- pratique d'intervention militaire dans le monde conformément au rôle attribué à la France dans le cadre de la division du travail guerrier (Palestine, Liban, Tchad) ;
- intensification du processus d'aliénation populaire par l'idéologie sécuritaire et autre, pour acheter la classe aux buts du capital ;

tous ces projets de pacification et d'exploitation ont imposé aux révolutionnaires la nécessité de poursuivre le combat communiste pour la libération.

Dans ce combat, des militants, des combattants ont été faits prisonniers. Frédéric Oriach fut l'un des premiers à inaugurer la pratique répressive, ce d'autant plus clairement qu'il est embastillé pour la simple rédaction d'un texte, la justice ayant entre temps reconnu sa non-participation aux actions révolutionnaires de 1982 contre l'agression au Liban. D'autres militants ont suivi dans les taules : Marina da Silva, emprisonnée pour plusieurs années pour une simple action militante contre le Musée de la Légion d'honneur ; Gianni Di Giuseppe et Enrico Fedele, dont les extraditions ont été acceptées ; Antonio Reino et Christian Gauzens accusés sans preuves d'une multitude d'actions ; etc.

On peut aussi parler des combattants indépendantistes ou autonomistes, Guadeloupéens, Basques ou Corses, emprisonnés en grand nombre.

En ce qui concerne les cinq militants à l'origine du vaste mouvement de grève et de protestation : Vincenzo Spano est un combattant communiste italien ; Helyette Bess, Claude et Nicolas Halfen, Régis Schleicher ont revendiqué leur appartenance à l'organisation *Action Di-*

recte. Ce sont vraisemblablement leur volonté de lutte, leur capacité à faire comprendre la nécessité de lutter, leur sensibilité à la révolte qui leur ont permis d'ouvrir un **front de lutte**, de poser les premiers jalons d'une pratique continue de révolte et d'organisation dans les prisons.

Ce mouvement avait été en effet précédé de nombreuses révoltes, à Fleury, à Loos, à Lyon. Cette révolte pouvait et devait se structurer et se coordonner. La grève en a été, semble-t-il, le détonateur.

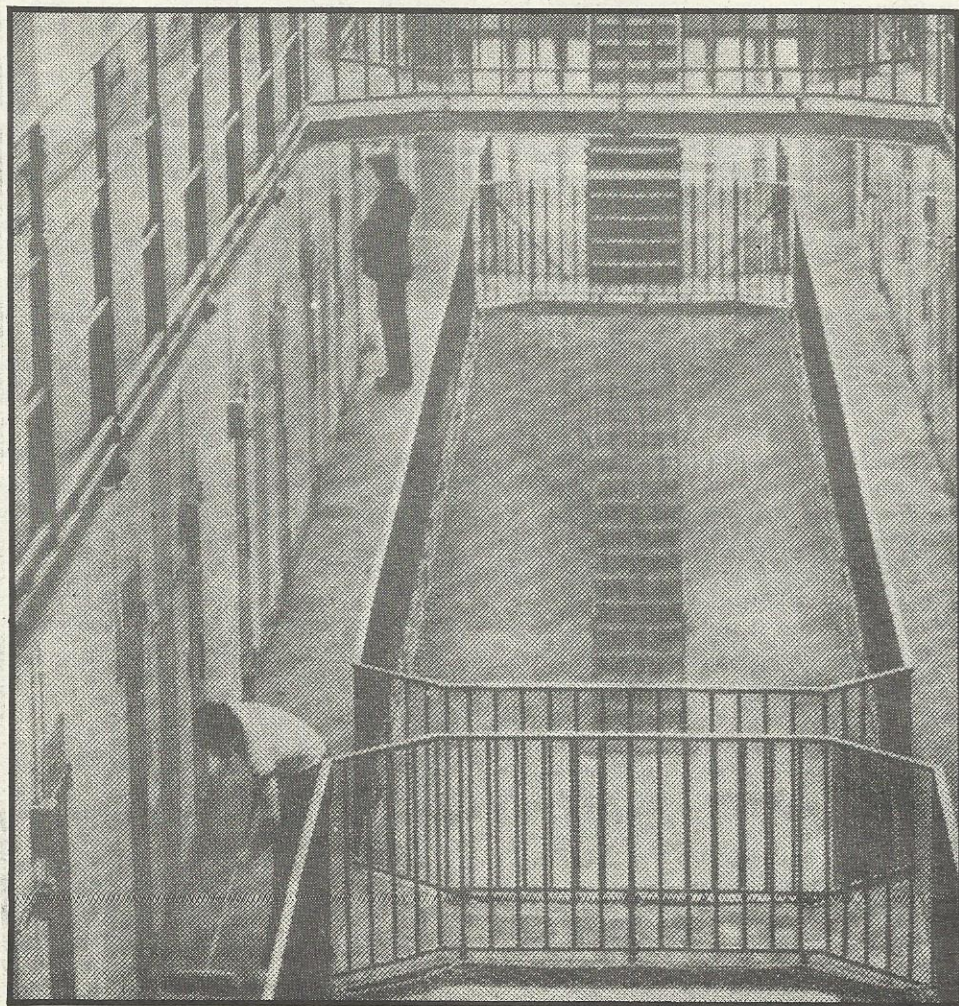
Le 25 septembre, six prisonnières de Fleury-Mérogis entamaient une grève de la faim en solidarité avec Helyette Bess et posaient comme revendication principale la disparition des quartiers d'isolement. Elles manifestent leur volonté en menant une grève dure et longue de plusieurs semaines, et leur clairvoyance en centrant leur action sur la revendication essentielle : le refus de l'isolement.

Le 2 octobre, des militants politiques et rebelles rejoignent l'action, donnant ainsi une nouvelle dimension à la grève.

Celle-ci s'accélère ensuite, témoignage de la misère et de la rébellion. Elle impliquera jusqu'à six cents prisonniers à la seule prison de Fleury-Mérogis et des centaines de prisonniers dans la plupart des prisons de France, à Loos (où les prisonniers mènent une action continue depuis de longs mois), à Lyon, à Rennes. Les formes de ce mouvement sont parfois moins résolues (grève tournante et limitée, refus du plateau), les revendications un peu fourre-tout (longue liste de revendications témoignant de tous les manques criminels de la prison). Cela permettra à l'Etat d'attendre sans trop craindre une radicalisation qui aurait été intolérable. Mais le mouvement social atteint un but en mettant en évidence le mouvoir que sont les prisons et la capacité d'organisation des prisonniers. La détermination de certains apparaît lors des affrontements avec les gardes mobiles, que le pouvoir n'hésite pas à faire intervenir, et qui interviennent avec leur cruauté habituelle. Lors de cette grève, une prisonnière de Fleury se suicide. Elle venait de commencer le mouvement et devait sortir dans peu de mois.

Le 5 octobre, après 38 jours de grève, les prisonniers à l'origine du mouvement arrêtent la grève. Claude Halfen continue quelques jours. Il informe par là sur les arrestations de plusieurs de ses amis, qui sont utilisées tout d'abord comme moyen de freiner l'activité d'un groupe de soutien à la grève qui menait une action vigoureuse pour la faire connaître et, à long terme, comme un moyen d'intimidation contre les amis et la famille des militants révolutionnaires.

Dans le cadre de cette grève de nombreuses initiatives ont été prises : affiches, autocollants, meetings. Lors d'ac-



**Les prisonnières
dans la lutte**

Déclaration des détenues de Fleury-Mérogis

A dater du 25 septembre 1984, six femmes détenues de la Maf de Fleury déclarent une grève de la faim illimitée. Ces 7 personnes sont : Betty Sebaoun, Laila Hamdani, Laurence Delbande, Pascale Joubert, Isabelle Froger, Catherine Bastard. Ceci afin de faire entendre leur voix :

1. Par solidarité avec Helyette Bess et pour les prisonnières et prisonniers qui réclament :

- la reconnaissance de leur identité politique ;
- les conditions de détention de la majeure partie des prisonniers ; aucun isolement sous aucune forme ; droit au parloir avec famille, amis ;
- le regroupement de tous les prisonniers politiques et des prisonniers sociaux qui le désirent ;
- le droit de réunion pour tous les prisonniers politiques militants d'une même organisation afin de préparer un procès qui ne saurait être que politique.

2. Pour protester avec les prisonniers basques contre les décisions judiciaires d'extradition et de déportation.

3. Pour l'abolition de tous les quartiers d'isolement :

● **A la Maf de Fleury la D 11 E regroupant :**

- les prisonnières toxicomanes-arrivantes. Ces femmes ne peuvent être soignées décemment que dans un hôpital ;
- les prisonnières fragiles psychologiquement, parquées abusivement par l'administration sous le prétexte « qu'elle dérangent la population pénale » ;
- les prisonnières y séjournant pour des

raisons « disciplinaires » et bien souvent oubliées !

- les prisonnières dites « politiques » : isolées des mois, voire durant toute leur



détention. Et ceci bien souvent par simple décision de la direction de la Maf.

Dans cette division aux fenêtres doublement grillagées, les prisonnières n'ont ni droit aux cours, ni droit à suivre une formation professionnelle, ni le droit de participer à aucune activité culturelle ou de détente. Le travail y est interdit.

● **Le Groupe B, anciennement section spéciale, regroupant :**

- les prisonnières accusées de proxénétisme. Et ceci bien que le code de procédure pénale mentionne que « tout détenu non jugé est présumé innocent » ;

• les prisonnières homosexuelles et celles que la direction considère comme telles : en fonction de leur aspect physique, de leur correspondance avec l'extérieur. Cette discrimination ne correspond à aucune loi condamnant l'homosexualité — ou du moins dans les textes dont nous disposons ;

• les prisonnières dites « politiques » qui subissent une autre forme d'isolement que celui de la D 11 R.

A ces deux quartiers d'isolement propres à la Maf, nous comptons en permanence une vingtaine de femmes. Nous souffrons avec elles de leur mise à l'écart aberrante et inhumaine, lourde de conséquences. En effet, le manque de communication peut entraîner des troubles psychologiques que nul n'ignore. Quant à l'impossibilité de préparer une libération, cela devrait sembler intolérable à ceux et à celles qui prêchent la « réinsertion sociale ».

4. Pour que l'administration pénitentiaire n'émette aucun avis sur la correspondance et les parloirs des détenues en préventive et, si possible, des détenues jugées.

Septembre 1984,
Fleury-Mérogis

tions révolutionnaires, les militants ont tenu à évoquer leur soutien ou leur fraternité.

Il faut constater :

- que plusieurs centaines de prisonniers dits sociaux, c'est-à-dire du prolétariat emprisonné, n'ont pas hésité à se joindre à l'action des cinq combattants communistes que quasiment tous les médias à la botte de l'Etat qualifient de « terroristes ». Certains et certaines de ces prisonniers se solidarisent explicitement avec eux ;

• l'Etat a essayé de dénaturer l'action des cinq communistes emprisonnés par tous les moyens : en présentant seulement les aspects secondaires de leur lutte et en taisant la revendication principale — le regroupement — revendication principale et seul moyen de contrer les effets de l'isolement sur l'individu, tant sur sa santé que sur son identité. Isolement qui a pour but de désorienter le communiste emprisonné en le coupant du processus collectif de discussion, d'élaboration avec ses camarades. Isolement qui, associé aux informations partielles, volontairement erronées, vise à le couper de ses camarades, de son organisation, à lui faire perdre confiance en ceux qui continuent dehors la lutte pour laquelle il a été arrêté. Ce qui peut, petit à petit, l'amener à se placer dans un contexte défensif en créant artificiellement une coupure entre l'offensive menée dehors et les soi-disant intérêts spécifiques d'individus emprisonnés, se situant sur le terrain du droit, de la défense et non plus dans la volonté de continuer l'offensive, seule perspective de libération. Face à cette volonté de dissocier le combattant de ses camarades en mettant en avant les divergences fausses ou réelles, le regroupement est le seul remède parce qu'il recrée le collectif de lutte. C'est pourquoi le pouvoir a tout fait pour taire cette revendication, pour laquelle luttent tous les communistes emprisonnés de par le monde ;

• l'absence de coordination et surtout de direction politique, c'est-à-dire d'analyse de la situation, a empêché que ne se développe à l'extérieur un soutien qui ne tombe pas, tôt ou tard, dans le piège de l'humanisme, permettant l'épuisement d'un mouvement qui n'a pas encore pu se situer dans le cadre de l'offensive organisée de la classe.

Mais ceci ne sont que quelques thèmes proposés à la discussion. Cette grève pose, de manière générale, le problème de la nécessité d'une articulation stratégique globale entre les différents niveaux de l'offensive de la classe.

Mais tout cela est à préciser. L'essentiel dans la phase actuelle étant l'unification des forces communistes que le pouvoir tente de diviser, d'isoler les unes des autres, pour briser la reprise de l'offensive.

**Sur la grève
de la faim**

Déclaration de détenus de Fresnes

Christian Gauzens, Antonio Reino, Benali Djamel, Luigi Cardia, Philippe Collin et Eric Minette ont entamé, le 26 septembre, une grève de la faim pour protester contre des conditions de détention complètement archaïques et le pouvoir arbitraire du système juridique.

Leur grève est solidaire :

- de la lutte des militants basques et pour protester contre l'avis favorable donné par le gouvernement aux extraditions et aux expulsions ;
- des militants d'Action directe en lutte contre leurs conditions de détention inadmissibles et pour le regroupement ;
- tous les détenus en lutte contre leurs conditions de détention et notamment les détenus de la Maf.

Nous luttons donc :

- pour le regroupement dans une même cellule ou dans une même prison pour ceux qui le demandent ;
- pour la délivrance de permis de visite

sans aucune restriction, ni quantitative, ni discriminatoire ;

- pour la suppression de toutes les formes de destructions supplémentaires :

- suppression du prétoire ;
- suppression du mitard ;
- suppression des quartiers d'isolement et des traitements particuliers ;
- suppression des brimades, censure, violences corporelles ;

- pour la suppression de toutes les formes d'aviilissement moral et physique ;
- pour des parloirs quotidiens ;
- pour la libre circulation des livres et des documents ;

- pour le droit de communiquer et de se réunir quotidiennement à l'intérieur d'un établissement ;

- pour le droit de correspondre librement entre tous les détenus et avec quiconque à l'extérieur, individus, organisations ou encore journal.

Septembre 1984,
Fresnes

Pour écrire aux camarades prisonniers

Les adresses des prisonniers révolutionnaires qui suivent sont cette fois-ci alléatoires, du fait du mouvement de lutte qui vient de parcourir les prisons françaises et, donc, des transferts et hospitalisations qui en découlent. Nous rectifierons les adresses erronées dès le prochain numéro de l'Internationale.

● **Hôpital pénitentiaire**

1, avenue de la Division-Leclerc
94261 FRESNES M.A. ;

— Helyette Bess,
F 738 476.

— Marina Da Silva,
F 739 298.

— Régis Schleicher,
739 209.

● **1, avenue de la Division-Leclerc**
94261 FRESNES M.A. :

— Vincenzo Spano,
731 407 - 1^{re} Division.

— Gianni Di Giuseppe,
735 49 - 3^e Div. - Cellule 371.

— Claude Halfen,
733 205 - 3^e Division.

— Antonio Reino,
734 866/3/75.

● **7, avenue des Peupliers**
91705 FLEURY-MEROGIS :

— Nicolas Halfen,
130575/E 6315 D2.

● **42, rue de la Santé**
75014 PARIS :

— Frédéric Oriach,
Prisonnier politique.

● **Maison d'Arrêt**
DIJON :

— Enrico Fedele,
écrou extraditionnel.

Un document
de communistes italiens en France

France 1984, le réformisme se fait réaction

Ce texte d'un groupe de communistes italiens se trouvant en France démontre très bien le moment particulier qu'a représenté la nomination de Fabius au poste de Premier ministre dans le processus général de fonctionnalisation du septennat mitterrandien aux projets de l'impérialisme français dans la restructuration pour la guerre impérialiste. L'intime imbrication entre l'attaque générale aux conditions de vie des prolétaires français et immigrés et la participation active du gouvernement socialiste aux opérations colonialistes et impérialistes en Afrique et au Moyen-Orient y est clairement établie.

C'est dans ce contexte général que la bourgeoisie de ce pays mène une attaque brutale tant contre les mouvements de résistance sociaux ou indépendantistes que contre les avant-gardes révolutionnaires, organisées ou non. Ainsi des projets policiers d'anéantissement de l'organisation communiste *Action directe*, ainsi des extraditions et expulsions de révolutionnaires basques, ainsi de la répression contre les militants communistes italiens en France.

En ce sens, les décisions favorables à l'extradition prises récemment par les Chambres d'accusation de Paris et de Dijon à l'encontre de Gianni Di Giuseppe, communiste révolutionnaire, et d'Enrico Fedele, militant libertaire, intervenant après les tentatives de chantage et de corruption contre un autre militant italien, Orazio Valastro (Cf. *L'Internationale* n° 10), manifestent de manière éclatante la volonté du pouvoir de dissuader — et à terme d'interdire — toute activité politique antagoniste, pour l'instant à des militants étrangers au statut précaire, mais ensuite à quiconque ne se soumet pas à la pacification socialiste du mouvement de classe pour imposer l'issue bourgeoise à la crise : la guerre interimpérialiste. □

Il aura suffi de trois ans de gouvernement socialiste pour mettre à nu la faillite de l'utopie réformiste. L'idée de parvenir, dans la crise, à contrôler et à planifier le développement économique capitaliste par un Etat démocratique qui soit en mesure d'intervenir comme médiateur entre les intérêts du patronat et les besoins des masses prolétaires, et par là de parvenir à une distribution différente et « plus juste » des revenus, s'est révélée pour ce qu'elle était : une illusion.

Face à une aggravation continue de la crise économique et aux choix indifférents qu'elle impose, le gouvernement Mauroy n'a pas tenu le choc. Coïncé entre l'ambiguïté du réformisme et les rythmes de la restructuration, son programme de réformes s'est effondré. Les 35 heures, l'augmentation des dépenses publiques, la réforme de l'Ecole, le contrôle sur les investissements pour sauvegarder l'emploi, ont toutes été des hypothèses qui ne pouvaient rester que « sur le papier », lettres mortes et miroirs aux alouettes.

A la place des vieux démagogues s'installe le gouvernement technocrati-

que de Fabius qui, par sa promotion du poste de ministre de l'Industrie et de responsable du plan de restructuration industrielle à celui de chef du gouvernement, exprime avec une extrême clarté la rupture définitive vis-à-vis des ambiguïtés réformistes que l'on trouvait dans les gouvernements précédents. Les priorités politiques et les mots d'ordre du nouveau gouvernement — « *rassemblement national* », rigueur économique, austérité — ne laissent aucun doute à ce propos.

Les premiers à subir les conséquences de cette politique réactionnaire — qui, dans ce but, dépoussière même le racisme et le chauvinisme en tant qu'instruments de division de classe — sont les immigrés, parce qu'« *excédentaires* » par rapport aux exigences actuelles du capital.

Utilisés durant des années pour faire baisser, par la concurrence entre les prolétaires, le prix de la force de travail, et en arrivant au point de constituer la base majoritaire de certains secteurs produc-

Dans le même temps, l'austérité frappe les conditions de vie des prolétaires par la réduction des salaires, la réduction des dépenses publiques et l'augmentation continue des prix.

A travers l'adoption de ces mesures gouvernementales, la France va de facto s'aligner sur les politiques anti-inflationnistes lancées depuis longtemps par d'autres pays industrialisés — comme les Etats-Unis, l'Italie et l'Angleterre — en abandonnant d'un côté toute prétention de réforme, et en poursuivant, de l'autre, la réduction de l'inflation par des attaques continues contre le salaire et l'emploi.

Il est évident que la crise économique qui secoue depuis dix ans la France, ainsi que d'autres pays industrialisés, n'est pas une crise cyclique due à des facteurs contingents, mais bien une crise générale du mode de production capitaliste, marquée par une concurrence incessante entre les différents capitaux et entre les puissances impérialistes par rapport à un marché mondial qui, du fait

secteurs stratégiques (nucléaire, industrie de guerre, électronique et automation) en suivant une logique qui est en elle-même une logique de préparation à la guerre. Voir ainsi le volume français d'exportation de matériels de guerre, à la troisième place après les Usa et l'Urss ; voir, par exemple, la militarisation du territoire qui accompagne l'installation des centrales nucléaires.

Même sur le plan international, après des tentatives ambiguës et illusoire de mener une politique d'« *équidistance* » dans les rapports Est-Ouest et Nord-Sud, dans l'ambition de jouer un rôle de puissance économique-militaire en mesure de relancer l'autonomie de l'Europe et de développer de manière autonome les relations avec les pays en voie de développement (c'est dans ce sens que se situe la déclaration franco-mexicaine sur l'Amérique centrale et le soutien aux pays de la *Contadora*), la France a dû redimensionner les espaces de sa propre autonomie vis-à-vis des intérêts stratégiques du bloc occidental, jusqu'au point de remettre une partie de son propre dispositif militaire, la *Far* (*Force d'action rapide*), sous le commandement direct de l'Otan, même si elle continue formellement de rester hors de cet organisme.

La participation de la France, aux côtés de l'Italie, de l'Angleterre et, bien sûr, des Etats-Unis, aux « *forces multinationales* » qui sont intervenues dans le Sinaï et au Liban, et récemment dans la Mer Rouge, témoigne clairement de la convergence des intérêts stratégiques du bloc occidental, tels qu'ils ont été redéfinis dans la déclaration de Williamsbourg, mais aussi de la disponibilité de l'Etat français à jouer un rôle actif et coordonné aux autres pays impérialistes, pour défendre et imposer ces intérêts et pour étouffer toute tentative de libération de la domination impérialiste (Cf. l'intervention militaire au Tchad).

L'une des conditions pour que ces processus de restructuration pour la préparation de la guerre impérialiste s'achèvent est la pacification à l'intérieur, c'est-à-dire d'un côté un prolétariat divisé et une classe ouvrière lourdement défaite dans ses luttes de résistance (le cycle de lutte du secteur automobile est à cet égard exemplaire : l'opposition frontale des patrons, l'intervention des Crs, les manœuvres pour diviser le front ouvrier entre immigrés et français, avec l'intervention démagogique des syndicats Cgt et Cfdt), et de l'autre la constitution d'un bloc social corporatif en mesure de couvrir les intérêts des couches sociales moyennes et sur la base desquelles légitimer et développer une politique nationaliste agressive. C'est de ce point de vue que l'on peut interpréter le retrait de la loi Savary qui aurait effectivement entamé pas mal d'intérêts corporatifs.

L'attaque contre la classe ouvrière et le prolétariat est menée de façon frontale, tant sur le plan économique que sur le plan politique. Il n'y a aucune possibilité de médiation par rapport aux intérêts des masses prolétaires : à celles-ci, on ne veut qu'imposer des « *sacrifices* », sans aucune contrepartie.

La démagogie révisionniste du Pcf dit en substance que la restructuration n'est qu'une « *question technique* », une inévitable nécessité de renouvellement



Les premiers à subir les conséquences de la politique « socialiste », les immigrés : ici, à Citroën-Aulnay.

tifs, ils ne sont pas seulement virés des lieux de travail, mais aussi expulsés de France, tant par le « *chèque de retour* » et la chasse aux clandestins que par la fermeture des frontières, selon les accords avec les gouvernements européens.

En réalité, ni Giscard, ni les gouvernements de droite n'avaient osé un tel durcissement contre l'ensemble de la classe ouvrière.

Ce qui se produit dans des secteurs productifs entiers, comme l'industrie minière en Lorraine, comme les Chantiers navals, la sidérurgie et l'automobile, où les processus de restructuration prévoient, sans demi-terme, des dizaines de milliers de licenciements sans regarder la couleur de la peau, est bien évident aux yeux de tous.

L'arme des licenciements fonctionne comme un chantage continu, même pour les ouvriers qui restent dans l'usine, lesquels subissent de ce fait une dégradation de leurs conditions de travail sous la forme de l'augmentation des cadences et de l'exploitation.

de l'actuel partage du monde, de la contradiction entre les puissances impérialistes et, donc, de la division internationale du travail, se trouve désormais saturé et n'est plus capable d'offrir de perspectives de valorisation aux quantités de capitaux (marchandises, argent, machines) surproduits.

Les politiques économiques nationales de chaque pays accroissent les niveaux déjà élevés de concurrence pour maintenir la compétitivité de chacune des fractions de capitaux et, de ce fait, accélèrent de façon objective la tendance résolutive de la crise elle-même : la confrontation directe entre les blocs, la guerre interimpérialiste pour un nouveau partage du monde.

Les processus de restructuration qui concernent l'appareil productif français se développent indéniablement dans cette direction. D'un côté redonner compétitivité à certains secteurs-clé, en favorisant de nouveaux monopoles, en canalisant les investissements, en introduisant de nouvelles technologies, et de l'autre favoriser le développement de certains

(suite page 17)